

ALTERNATIVES NON VIOLENTES

GUATEMALA, BOLIVIE, URUGUAY, BRÉSIL...

RÉSISTANCES CIVILES EN AMÉRIQUE LATINE



**L'ACTION NON VIOLENTE :
ÉTHIQUE OU TECHNIQUE ?**

62

revue trimestrielle

8° 6112

28 F

AIDEZ Alternatives non violentes !

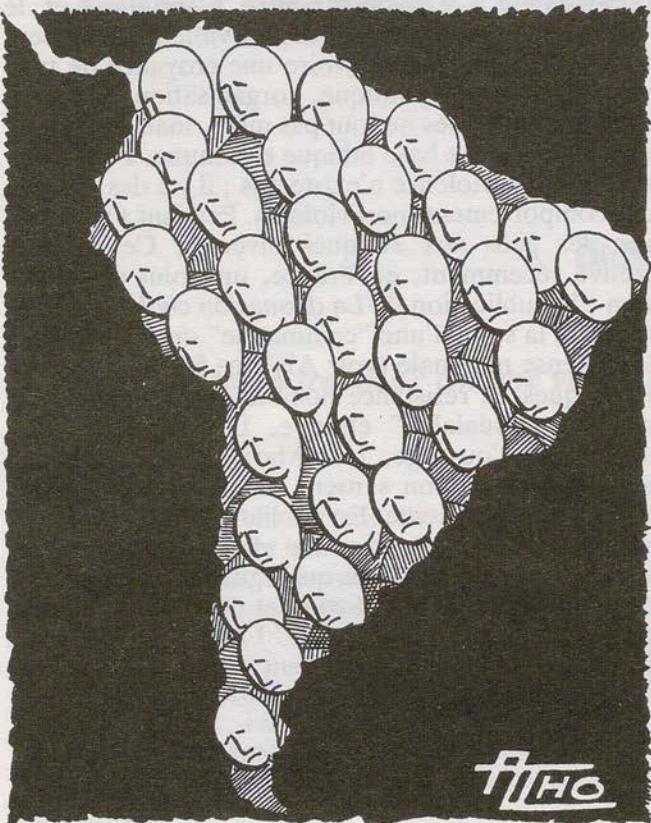
Si l'existence de cette revue vous tient à cœur, vous pouvez nous aider de plusieurs façons :

- en vous réabonnant dès réception de l'avis de fin d'abonnement. Vous nous épargnerez ainsi des relances coûteuses et du travail.
- en choisissant le **tarif de soutien** si vous en avez les moyens. C'est une sorte de "péréquation" entre nos lecteurs, car cela nous permet de maintenir le tarif ordinaire le plus bas possible.
- en nous envoyant des **listes d'adresses** de personnes susceptibles d'être intéressées par la revue et à qui nous ferons une proposition d'abonnement.
- en vous proposant pour **diffuser ANV** dans votre ville (contact avec un ou deux libraires pour un "dépôt-vente").
- en joignant à votre courrier le **dépliant** de présentation de la revue, que vous pouvez nous demander gratuitement.

Merci.

En raison d'une erreur survenue au routage, certains abonnés n'ont pas reçu le numéro 61 (automne 1986) sur l'URSS. Nous nous en excusons auprès d'eux, et leur demandons de se faire connaître. L'erreur sera réparée. Merci.

ÉDITORIAL



LE premier numéro de notre revue est sorti, en 1973, quelques jours après le putsch sanglant du général Pinochet, au Chili. Les années soixante-dix ont vu la botte des régimes militaires écraser presque tous les pays de ce continent. Aujourd'hui, la tendance semble inversée. Le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay, le Pérou ont des gouvernements élus dans des élections libres. On peut espérer voir tomber les dictatures de Pinochet et de Stroessner. Certes, ces nouveaux régimes démocratiques restent fragiles. La situation économique est dramatique. Et les nouveaux gouvernements doivent naviguer entre les exigences du FMI et celles des militaires, qui continuent à surveiller leurs successeurs, voulant éviter d'avoir à rendre des comptes sur leurs crimes passés.

Ce mouvement de retour à la démocratie a des causes diverses. Le présent numéro n'a pas l'ambition de les analyser. Il faut seulement rappeler que des mouvements non-violents ont joué un rôle non négligeable dans cette histoire : l'action des "Mères de la place de mai", connue dans le monde entier, a contribué à fragiliser le régime militaire argentin. Le Prix Nobel de la Paix est venu, en 1980, récompenser les efforts d'Adolfo Perez Esquivel, fondateur et coordinateur du SERPAJ (Servicio Paz y justicia). Or, ce SERPAJ est un mouvement qui s'est donné pour tâche la lutte non-violente pour les droits de l'Homme et la justice et qui l'a accomplie malgré une répression sévère. Dans un pays au moins, l'Uruguay, il a joué un rôle déterminant dans la mobilisation populaire qui a permis, sans bain de sang, de restaurer la démocratie.

Démocratie ou pas, les plus pauvres et les exclus continuent à être victimes de la misère, voire de la violence brute. C'est le cas au Brésil, pays du

fameux "miracle économique", où les paysans (les "posseiros") sont chassés de leurs terres par les grands propriétaires, au mépris des nouvelles lois sur la réforme agraire. Alain Véronèse propose ici de ces événements une interprétation, en faisant le parallèle avec ce qui s'est passé en Europe (notamment en Grande-Bretagne) au XIX^e siècle. Un témoin oculaire, Nicole Combes, nous raconte comment les paysans s'organisent pour résister à cette violence. En Bolivie, ce sont les Indiens qui, majoritaires dans le pays, semblent prendre le relais, comme force de résistance à la domination, des mineurs décimés par la fermeture des puits. Ina Ranson évoque ce "réveil indien" et les espoirs qu'il peut susciter.

Les organisations qui, dans les pays industrialisés du Nord, ont pour objectif la paix et la non-violence peuvent-elles faire quelque chose pour aider ceux qui luttent sur place ? Longtemps, on a cru que la seule aide possible était le soutien à distance : information, pressions sur les gouvernements, etc. Or, voici que des Européens et des Américains du Nord s'impliquent physiquement, dans des pays en proie à de grandes violences, pour défendre ceux que vise la répression ou la disparition. Remarquable et trop peu connue est l'action des "Brigades de paix internationales" au Guatemala. Elle a déjà obtenu des résultats notables, que Didier Platon expose ici, lui qui fut acteur direct de ce qu'il raconte.

* *

A ce mini-dossier sur l'Amérique du Sud, nous avons joint trois articles, fort divers. Deux d'entre eux sont des présentations de luttes de résistance civile : celle des Finlandais, à la fin du siècle dernier, contre la russification forcée est souvent citée dans les exemples "classiques" de la non-violence historique. Il était donc utile qu'*Alternatives non violentes*

en présente un jour ou l'autre une analyse. L'autre récit, plus sommaire, attire l'attention sur une lutte contemporaine, mais peu présente dans nos médias : celle des Druzes du Golan (territoire occupé depuis 1967 par Israël) pour garder leur identité.

Le troisième texte est important, par son volume comme par son sujet. Il s'agit d'un débat de fond dans les mouvements qui se réfèrent à la tradition non-violente : le rapport entre l'"éthique" et le "technique". Pour les uns, la non-violence est essentiellement une éthique (voire une croyance de type religieux; l'action politique, l'organisation de techniques non-violentes ne sont pas niées, mais supposent en préalable une base éthique commune. Pour d'autres, *La non-violence n'existe pas* ; il y a des actions, des comportements non-violents. Peuvent s'y retrouver des gens aux éthiques diverses. Ce débat a trouvé récemment, en France, un point d'application : la publication de *La dissuasion civile*. Ce livre, rédigé à la suite d'une "commande" du ministère de la Défense nationale (voir ANV n° 59) présente des techniques de résistance non-violente sans poser le moindre "préalable" éthique. L'un des trois co-auteurs de l'ouvrage, Jean-Marie Muller, explique ici que cette option s'inscrit dans le droit fil de la tradition non-violente. En publiant son texte, malgré sa longueur, *Alternatives non violentes* rend exactement le genre de services qui légitiment son existence : être un outil de réflexion et de débat, même au prix d'une certaine "austérité" ! Mais l'austérité, on le sait, se "vend" difficilement. Seul l'attachement des lecteurs à cet outil lui permettra de survivre.

* *

*Nous remercions le dessinateur ALTHO
pour sa participation à ce numéro.*

GUATEMALA

Les brigades internationales de paix

Didier PLATON

Didier Platon a travaillé comme volontaire dans l'équipe des PBI au Guatémala de juin 85 à mars 86.

GUATEMALA : pays de l'éternelle répression". Telle est la réalité de ce pays, tout du moins celle vécue jusque-là dans leur chair par les quelque 70 % d'Indiens qui composent ce peuple.

Ce jugement brutal, exprimé en 1979 par l'Université de Berkeley, lors de sa campagne appelant au boycott du tourisme dans le pays connu jusque-là comme de "l'éternel printemps", peut paraître sans appel.

C'est pourtant le défi relevé par l'équipe de quelques volontaires des Brigades de Paix Internationales : essayer par sa présence et son action de susciter l'espoir que cette répression n'est pas un phénomène endémique et irréversible.

Dictature et répression

Le Guatémala est le berceau de la civilisation Maya. A partir du XVI^e siècle, ce pays a vu son identité se transformer, au fur et à mesure de l'installation des conquistadors espagnols. A la suite de Pedro de Alvarado, ils se sont emparés du pays, asservissant le peuple Maya, allant même jusqu'à marquer au fer rouge les Indiens, devenus désormais leurs esclaves. L'indépendance du Guatémala, au XIX^e siècle, fut le fait des métis (*ladinos*). Les Indiens, c'est-à-dire la grande masse de la population, ne furent nullement libérés. Leur maître nominal, l'Espagne, disparaissait ; mais leurs vrais maîtres, les grands propriétaires, demeuraient. Aujourd'hui, la situation d'injustice est tout aussi

forte : 2 % de la population possède 70 % des terres cultivables, 46 % des paysans se retrouvent sans terres et travaillent, pour des salaires de misère, sur les grandes propriétés des latifundistes, produisant les denrées d'exportation comme le café, la canne à sucre, le cacao, la cardamone, etc.

Le Guatémala connaît pourtant un printemps au cours de sa sombre histoire, entre 1944 et 1954. Les présidents Arevalo et Arbenz tentèrent de mettre en place un programme de réformes, dont le fameux "Décret 900" : cette loi de réforme agraire visait à distribuer aux paysans sans terres (soit à titre individuel, soit aux coopératives qu'ils formaient) les terres cultivables mais incultes, que ces terres soient propriétés de l'Etat, des grands propriétaires ou des transnationales. Les grandes compagnies n'acceptèrent pas cette réforme agraire, en particulier la United Fruit Company. Celle-ci fit appel à la CIA (dirigée alors par Allan DULLES) et au Département d'Etat américain, qui préparèrent en détail toute une opération destinée à éloigner la "menace communiste" du Guatémala. Le 17 juin 1954, le colonel Castillo Armas, qui avait pris la tête, au Honduras voisin, d'une troupe de mercenaires réunis par les soins de la CIA et des compagnies bananières, envahit le Guatémala. Le 8 juillet, Castillo Armas devenait officiellement président de la République et détruisait l'œuvre accomplie par Arbenz.

Depuis cette date, le Guatémala a connu une succession de dictatures militaires ; il est l'exemple d'un pays occupé par sa propre armée au bénéfice de l'oligarchie en place et des intérêts nord-américains. Certains officiers deviennent à leur tour membres de l'oligarchie. La région Nord est d'ailleurs connue comme la "terre des généraux".

Ces trois éléments (armée, oligarchie, intérêts nord-américains) composent le véritable pouvoir au Guatémala. Un pouvoir qui a maintenu et continue



de maintenir le *statu quo* par une effroyable répression.

Dès 1966, est inventée au Guatémala (bien avant l'Argentine) la pratique atroce de la *disparition*. L'offensive contre la guérilla, qui a démarré cette année-là, a vu se développer aussi d'autres méthodes répressives telles qu'escadrons de la mort, exécutions extra-judiciaires et pratique systématique de la torture. Cette violence, initialement utilisée contre la guérilla et ses bases de soutien dans les zones rurales de l'Est du pays, fut ensuite utilisée pour éliminer toute forme d'opposition de gauche ou populaire, si modérée qu'elle fût.

Amnesty International estime à 38 000 le nombre des disparus et à 100 000 le nombre des tués pour la période des 20 dernières années. Conséquence de la répression, le Guatémala est un pays peuplé de veuves (environ 40 000) et d'orphelins (120 000).

Le sommet de l'horreur fut atteint par les régimes des généraux Lucas Garcia puis Rios Montt, dans les années 1978-1983. Durant cette période, 440 villages de l'*altiplano* guatémaltèque furent entièrement brûlés et rasés, leurs populations indigènes massacrées.

On a assisté à cette époque à un véritable début d'ethnocide. Le massacre de Panzos le 29 mai 1978 en reste le symbole tristement célèbre. Ce jour-là, une foule de 700 Indiens et leurs familles marcha jusqu'à la place du village pour discuter avec les autorités de revendications relatives à des parcelles de terrain. L'armée ouvrit le feu : au moins 130 personnes furent tuées ; parmi elles des femmes, des vieillards, des enfants.

La situation était telle que, devant la violation systématique des Droits de l'Homme, l'administration Carter décidait de couper tous les crédits aux militaires guatémaltèques.

C'est dans le but d'améliorer l'image de marque de son pays devant la communauté internationale que le Général Rios Montt proclame au début de 1983 "l'ouverture politique".

Saisissant ce moment historique, et après avoir discuté avec des officiels et des personnalités de l'opportunité de leur présence pour aider à cette "ouverture", les premiers volontaires des "Peace Brigades International" commencent leur travail au Guatémala.

Action des P.B.I. au Guatémala

Il est important, au préalable, de bien distinguer *esprit non-partisan* et *neutralité*, en particulier connaissant le contexte d'oppression régnant au Guatémala. Dans ce cadre, l'esprit non-partisan peut se définir comme un effort d'ouverture et de dialogue avec toutes les parties en présence et

Les "Brigades de paix internationales"

Les Brigades de Paix Internationales ont été fondées à Grindstone, au Canada, en 1981. Elles s'inspirent des groupes organisés par Gandhi, lors des émeutes de Bombay en 1922. Cette inspiration fut reprise plus tard par son disciple et successeur, Vinoba, qui fonda, en 1957, la *Shanti Sena* (Armée de Paix). Plusieurs milliers de *Shanti Sainiks* (soldats de Paix), entraînés et préparés, interviendront principalement lors de conflits d'origine sociale et religieuse, s'interposant entre les belligérants et œuvrant à la réconciliation des adversaires. Dans la continuité de la *Shanti sena*, un groupe international multi-racial travailla entre 1972 et 1974 au cours de la crise chypriote. Ces volontaires ont œuvré à la réinstallation de réfugiés chypriotes turcs, suscitant et orchestrant pour cela une coopération entre chypriotes turcs et chypriotes grecs.

La spécificité des P.B.I consiste donc à préparer et à mettre en place des équipes de volontaires non-violents, intervenant dans des zones de conflit dans un esprit non-partisan, jouant ainsi le rôle d'une troisième force.

comme un refus de l'injustice et de la violence, de quelque côté qu'elle vienne. Il faut également avoir présent à l'esprit que le conflit au Guatémala n'étant pas international, le pouvoir en place peut discréderiter toute aide internationale à ses opposants comme étant une attaque contre la souveraineté du pays.

Comment donc les P.B.I. peuvent-ils évoluer dans un tel contexte ? En fait, on pourrait se représenter la situation ainsi : le Guatémala peut être vu comme une bouteille avec une très étroite ouverture sur "l'air" extérieur. A l'intérieur de cette bouteille, une forme comme un polype cancéreux (le pouvoir) occupe presque tout l'espace : les gens qui essayent de se mouvoir dans la bouteille se trouvent immédiatement écrasés contre un mur. Dans cette vision, le rôle des P.B.I. est de créer des espaces permettant aux gens de travailler et de se mouvoir plus librement et de créer un accès plus facile à l'"air" du soutien international.

Pour cela, il est parfois nécessaire aux P.B.I. d'agir comme *boucliers protecteurs* pour des personnes menacées par la violence. Dans le même temps, tout un travail de sensibilisation, d'éveil et de mise en pratique de la non-violence se développe.

Afin de mener à bien leur travail dans une certaine "sécurité", les volontaires des P.B.I. utilisent leur statut d'étrangers et le désir du gouvernement de créer une bonne image du Guatémala comme "pays en voie de démocratisation".

Ainsi, dès l'arrivée de l'équipe en 1983, tout un travail de contacts et de relations s'est établi avec les ambassades présentes au Guatémala. Avec certains diplomates, une sympathie et un appui se sont petit à petit développés, qui se révèleront par la suite précieux et efficaces. D'emblée, les volontaires des P.B.I. ont mesuré leurs difficultés face à la méfiance et à la peur qui fait partie intégrante du climat guatémaltèque. Par sa politique de terreur, le pouvoir a réussi à créer un isolement très fort des

personnes conscientes. Outre les répressions massives des populations indigènes, il a procédé à une élimination sélective des cadres intellectuels : universitaires, leaders syndicaux, organisateurs de coopératives, prêtres et catéchistes. Devant cette répression qui tue l'intelligence, les personnes conscientes ont peur de se réunir : toute initiative peut apparaître aux yeux des autorités comme subversive.

Pourtant, les P.B.I. réussissent à mettre en place un groupe chrétien de réflexion sur la non-violence active. Les membres de ce groupe oecuménique (franciscains, mennonites, luthériens, quakers, etc) ont pu se sentir en confiance et en sécurité pour se réunir dans les locaux des P.B.I. Dans le même temps, une sensibilisation à la non-violence se développe en animant des forums autour du film *GANDHI* à l'Université San Carlos, et en tenant des conférences sur la non-violence auprès de groupes de prêtres et de religieux.

En août 1984, tout un travail de communication s'élabore entre des habitants de l'*Altiplano* guatémaltèque et leurs familles réfugiées au Mexique, dont ils étaient sans nouvelles. Rappelons que 46 000 Guatémaltèques peuplent des camps de réfugiés dans les Etats de Chiapas et du Campeche, au sud du Mexique, alors qu'environ 50 000 autres seraient dispersés dans le reste du pays. Ce travail, effectué sous les auspices du Haut Commissariat aux réfugiés de l'ONU, a permis à certains d'entre eux de rentrer chez eux et d'y retrouver leurs familles.

Dans le même temps, des contacts et un dialogue s'établissent avec des membres du gouvernement, des fonctionnaires, des commandants de zone militaire.

Pendant la campagne électorale pour une assemblée constituante, après avoir fait connaissance de tous les partis politiques, les P.B.I. ont demandé aux candidats de refuser l'usage de violences verbales ou insultes. Ces accords furent respectés par les

candidats et la campagne fut reconnue internationalement comme un succès d'honnêteté et de calme.

A plusieurs reprises, les P.B.I. effectuent un travail de médiation, notamment sur la demande de paysans de l'*Altiplano* guatémaltèque. Ainsi, en avril 1986, un groupe de paysans a sollicité les P.B.I. afin de les aider dans leur refus de servir dans les patrouilles d'auto-défense civile (P.A.C.). Ces P.A.C. constituent une organisation d'auto-défense mise en place par l'armée ; les paysans de 15 à 55 ans y sont réquisitionnés afin de participer à ce que l'armée appelle "lutte anti-subversive". Pour cela, ils doivent effectuer des vigiles armées de jour comme de nuit, et également dénoncer toute personne "suspecte", sous peine d'être durement réprimés. Théoriquement, les membres des P.A.C. sont volontaires : la Constitution de janvier 1985 stipule que "nul citoyen guatémaltèque ne peut être requis pour participer à des organisations d'auto-défense". Malgré cela, les paysans qui refusent de participer aux P.A.C. quittent généralement leur village dans la crainte d'être purement et simplement éliminés. Les P.B.I. sont donc intervenus en faveur de ces paysans de la région de Quiché auprès de l'évêque, du gouverneur et du commandant de la base militaire de cette région, afin que leurs droits garantis par la Constitution soient respectés. Les paysans ont notamment sollicité la présence des P.B.I. à leurs côtés lors d'une visite au colonel commandant la zone militaire. Les P.B.I. ont ainsi pu être présents comme "observateurs internationaux" lors de l'entrevue pendant laquelle les paysans ont exposé leurs griefs au colonel. Un dénouement heureux a suivi, puisque, quelques semaines plus tard, les paysans recevaient une lettre du Ministère de la Défense, les remerciant pour "les bons et loyaux services rendus à la Patrie", et acceptant leur requête d'être exclus des P.A.C.

Le bouclier du G.A.M.

Depuis mai 1984, les P.B.I. jouent un rôle capital

auprès du G.A.M. Cette activité a mobilisé depuis cette date la plus grande partie des énergies de l'équipe.

Le G.A.M. (Groupe de Soutien Mutuel pour la réapparition en vie de nos êtres chers disparus) est l'organisation des familles de "disparus" du Guatemala. A cette date (mai 1984) (et encore aujourd'hui) le G.A.M. constitue l'unique organisation de Droits de l'Homme fonctionnant dans le pays. Ce groupe a démarré sous l'impulsion de Nineth de Garcia, dont l'époux, Fernando de Garcia, a été enlevé par la police anti-émeutes en février 1984. Le groupe compte actuellement 1 600 membres dont 80 % sont indigènes. Dès la formation du G.A.M., les trois membres fondateurs ont sollicité l'aide des P.B.I., notamment pour bénéficier d'un lieu "sûr" pour leurs réunions. Ainsi, depuis maintenant plus de deux ans, le groupe se réunit dans la maison des P.B.I. ; durant ces réunions, les équipes des P.B.I. n'interviennent pas, ils assurent la protection du G.A.M. en surveillant les abords de la maison, en filtrant les entrées, etc. Les P.B.I. ont également partagé avec le G.A.M. leurs connaissances des moyens non-violents, afin de l'aider à mettre en place ses actions dans l'orientation qui est la sienne, le G.A.M. se définissant lui-même comme "groupe pacifique et humanitaire". Dans le même temps, les P.B.I. font bénéficier le G.A.M. des connexions internationales qui sont les siennes, à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du Guatemala. Durant toutes les activités publiques du G.A.M. (marches, manifestations, jours de jeûne public), les volontaires des P.B.I. sont présents comme "observateurs internationaux". Le G.A.M. insiste chaque fois pour avoir cette présence à ses côtés, comme garantie d'une certaine sécurité. Dans ces moments-là, les P.B.I. prennent soin de garder une certaine distance par rapport au groupe et portent une carte les identifiant comme "membres de l'équipe de paix centro-américain P.B.I.".

Le G.A.M. intensifiant ses actions et disant la vérité sur les disparus avec toujours plus de clarté, reçoit le 14 mars 1985 de sérieuses mises en garde de la part du Chef de l'Etat, le général Mejia Victores. Quelques jours plus tard, le porte-parole du G.A.M. est enlevé. Son cadavre torturé sera retrouvé peu après. Le 4 avril, la vice-présidente du G.A.M. est à son tour enlevée, torturée et assassinée. Un autre membre du comité directeur échappera lui aussi à un attentat ; d'autres, ayant reçu des menaces de mort, quitteront le pays. Nineth de Garcia et Isabel de Castanon, les deux dirigeantes restantes, demandent protection aux P.B.I. afin de pouvoir continuer leur lutte. Ainsi, les P.B.I. commencent un service d'escorte non-violent, sous forme d'un accompagnement de tous les instants, 24 heures par jour, des deux dirigeantes du G.A.M. Ceci afin d'offrir un bouclier protecteur, dans le but de dissuader toute tentative d'enlèvement ou d'assassinat.

Pour ceux qui perpétuent la répression, la vie d'un étranger vaut beaucoup plus que celle d'un Guatémaltèque ! Un ami diplomate appréciera ce service d'escorte comme efficace à 90 %. Pour le rendre en effet plus efficace, nous y avons d'une certaine manière introduit quelques diplomates. Ainsi, si l'escorte accompagnant un dirigeant du G.A.M. remarque quelque chose de suspect, tout de suite elle alerte le permanent P.B.I. de service ; celui-ci avise immédiatement certaines ambassades. Ainsi, des amis diplomates savent que quelque chose de grave est peut-être en train de se préparer et, dans le même temps, le téléphone des P.B.I. étant sur écoutes, ceux qui interceptent les communications savent que leurs "collègues" ont été repérés et que plusieurs représentants de la communauté internationale sont au courant. Ceci a donc un double effet dissuasif.

A cause de leur action auprès du G.A.M., les P.B.I. eurent à souffrir un certain nombre d'intimi-

dations. Ainsi, le 1^{er} août 1985, un Français membre de l'équipe échappait à une tentative d'enlèvement. Quelques mois plus tard, après une action spectaculaire du G.A.M. (l'occupation, six jours durant, de la Cathédrale métropolitaine), les P.B.I. furent accusés d'avoir manipulé cette opération et donc d'ingérence dans les affaires du pays. Il est vrai que l'action du G.A.M. a sérieusement mis en difficulté le général Mejia Victores : lors d'une conférence de presse, le 6 novembre, il s'est vu assailli de questions sur la situation des Droits de l'Homme au Guatemala, la responsabilité des militaires dans les "disparitions", etc.

Dans les jours qui suivirent, les P.B.I. reçurent un ordre d'expulsion définitive, applicable dans les 24 heures. Sur intervention d'amis diplomates, un délai de huit jours put être négocié, ainsi que la garantie de pouvoir revenir dans le pays quinze jours plus tard, ce qui fut accordé.

Ainsi, malgré les difficultés et les risques encourus, ce service d'escorte se poursuit depuis maintenant plus d'un an, permettant au G.A.M. de continuer d'exister, ce qui aurait été impossible sans la présence des P.B.I.

L'organisation des P.B.I.

L'équipe des P.B.I. au Guatemala est composée de trois à cinq permanents à long terme (six mois à un an). Ceux-ci sont préparés et habilités pour toutes les tâches auxquelles ils peuvent avoir à faire face. A ce noyau permanent se joignent deux à trois membres à court terme (deux à quatre semaines) qui effectuent uniquement le travail spécifique d'"escorte".

Depuis son démarrage en 1983, l'équipe a toujours été internationale ; les équipiers permanents sont venus des USA, du Canada, de France, d'Allemagne, de Belgique et d'Espagne. Les "escortes", à de

rares exceptions près, sont venues uniquement des USA et du Canada (à noter un grand nombre de religieuses parmi les volontaires des USA).

L'équipe bénéficie de l'appui et du relais de deux permanents qui, à Toronto, au Canada, sont spécialement chargés de la coordination du projet Amérique Centrale (CAPC), et plus spécialement de tout ce qui concerne l'équipe P.B.I. au Guatémala. Outre le financement nécessaire au fonctionnement de l'équipe, ces deux permanents ont pour mission le recrutement des volontaires avec l'aide des coordinateurs P.B.I. en Europe. Ils assurent également le relais de l'information sur le travail des P.B.I. et, en cas de situation grave au Guatémala pour l'un des membres P.B.I. ou l'un des membres du G.A.M., ils mettent en action un réseau d'alerte d'urgence.

Les équipiers au Guatémala choisissent parmi eux un coordinateur. L'équipe est autonome dans son travail quotidien et prend ses décisions par consensus. Lorsqu'il y a des projets nouveaux, ceux-ci sont discutés entre l'équipe et les membres du CAPC, en particulier au cours de "rencontres-évaluations" trimestrielles. Il faut ajouter qu'une des sources de la force de cette équipe réside en la vie communautaire qui est la sienne.

Un équipier au Guatémala doit avant tout être motivé par un fort esprit de service. Il doit posséder une maturité émotionnelle et affective sans faille, beaucoup de courage, de patience et de dynamisme. Il doit être à la fois capable de travailler en équipe et de prendre des responsabilités et des initiatives. Sur le plan de la non-violence, il doit posséder une forte expérience personnelle dans les actions et luttes non-violentes. Il devra connaître l'histoire de la non-violence en Amérique latine et éventuellement être capable d'animer des ateliers de réflexion, d'entraînement, etc. Il lui sera demandé une parfaite connaissance de l'Espagnol et au minimum de pouvoir communiquer en Anglais. Il devra très bien

connaître l'histoire culturelle, politique et sociale du Guatémala. Son travail exige qu'il soit capable de dialoguer et de traiter avec un éventail très large de personnes : paysans, syndicalistes, politiciens, religieux, diplomates, officiels, militaires, etc.

Des sessions d'entraînement, afin de préparer de possibles futurs volontaires, permettent de connaître mieux les motivations et la personnalité de ceux qui veulent s'engager ; les mises en situation, siodrames, etc. introduisent aux réalités du Guatémala et à la nature du travail des P.B.I. Une session regroupant trente participants s'est déroulée en Espagne en juillet 1986.

Bilan et perspective

Le G.A.M. a gagné la sympathie et l'appui d'organismes internationaux, de diplomates, de députés, etc. Sa vaillante lutte en faveur des Droits de l'Homme a été récompensée par le Prix Letellier-Moffit, décerné par l'Institut des Hautes Etudes politiques de Washington. Il a été plusieurs fois proposé pour le Prix Nobel de la Paix. Sur le plan national, le courage et la fermeté de ses membres redonnent confiance et courage à un peuple traumatisé par vingt ans de terrorisme de l'Etat. Sa forme de lutte a valeur d'exemple. Accusé d'être manipulé par la guérilla, le G.A.M. a exprimé en ces termes la source et la force de son action : « L'amour pour nos êtres chers, lui seul nous manipule ; nous possérons une seule arme, indestructible : la vérité ».

Plusieurs amis guatémaltèques m'ont affirmé que l'existence du G.A.M. et toute l'information et la lumière faite sur le phénomène des disparitions ont probablement permis de réduire l'intensité de la répression au Guatémala. En cela, les P.B.I. ont joué un rôle essentiel. Car il est bien évident qu'en Amérique Centrale, et en particulier au Guatémala,

la non-violence n'est possible qu'avec les appuis et les soutiens de la communauté internationale.

Les activités des P.B.I. pourraient bien prochainement se développer en Amérique Centrale. Très récemment, des membres de la Commission des Droits de l'Homme du Salvador, ainsi que des représentants des comités de familles de disparus de ce pays, viennent de demander aux P.B.I. les mêmes services d'accompagnement et de présence internationale dont a bénéficié le G.A.M. Des projets à plus court terme, qui prendraient la forme d'entraînement à la non-violence, sont en préparation pour

le Sri-Lanka et l'Afrique du Sud. Un projet en Israël et un autre à la frontière Nicaragua-Costa Rica sont à l'étude.

Le réseau de soutien aux volontaires P.B.I. se développe particulièrement en Europe. En France, une Association (Loi 1901) s'est mise en place depuis plus d'un an et compte environ une centaine d'adhérents. Chacun à sa manière peut s'associer et participer au travail des Brigades Internationales de Paix. La tâche est immense, de même que les raisons d'espérer. Il est vital que les personnes intéressées prennent, d'une manière ou d'une autre, une forme d'engagement.

Les Brigades Internationales de Paix, rigoureusement indépendantes de toute organisation politique, ne subsistent que grâce à l'aide financière de leurs bienfaiteurs. Vous pouvez adresser vos dons à :

**Gilbert NICOLAS, 15, rue du Palais,
29000 QUIMPER
C.C.P. 2.162.17 RENNES**

ou à

**J.J. SAMUEL, Communauté de l'Arche
34260 LE BOUSQUET D'ORB**

BOLIVIE

Le réveil indien

Ina RANSON

*Cet article a été rédigé à partir d'un entretien avec un Bolivien, engagé dans une association qui s'occupe de problèmes de développement des bases populaires, et avec Alain Labrousse, auteur de *Le réveil indien en Amérique andine*, éditions Favre, Paris, 1985.*

A la fin du mois d'août de cette année, cinq mille mineurs en grève accompagnés de leurs familles ont entrepris, à partir de leurs villes de travail, Potosi et Oruro, une marche vers la capitale. Les forces de l'ordre les ont stoppés, encerclés et ont reconduit de force les femmes et les enfants. Le prolongement des grèves n'a pu exercer une forte contrainte sur le gouvernement, car l'exploitation de l'étain est devenu peu rentable en Bolivie. L'action n'a eu aucun succès.

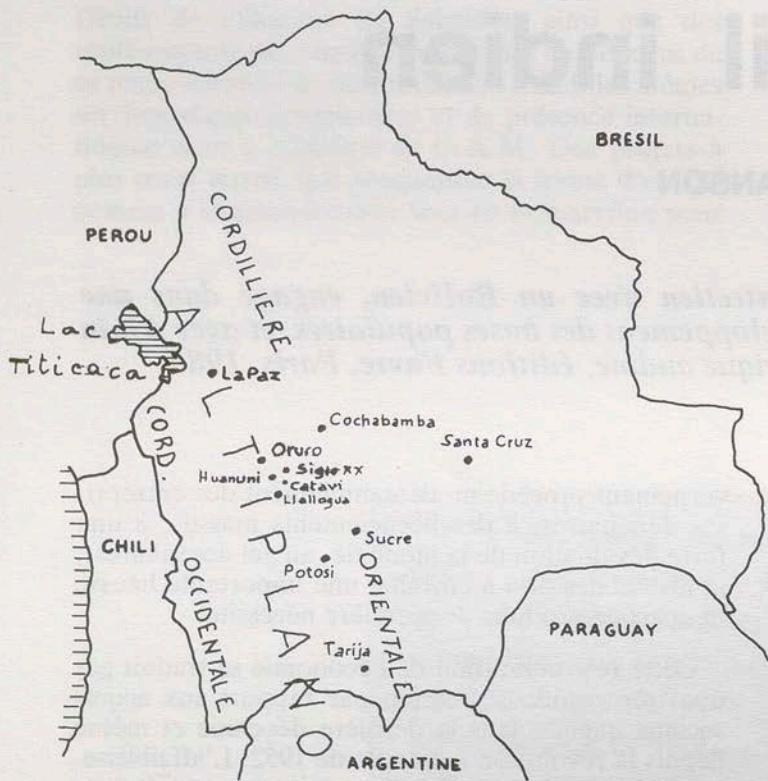
Le président centriste, Paz Estenssoro, au pouvoir depuis les élections d'août 1985, applique un rigoureux programme d'austérité, en suivant les conseils des experts nord-américains et du F.M.I. L'effondrement des cours de l'étain (mineraï qui avait rapporté 40 % des devises) et les offres avantageuses des concurrents (notamment le Brésil et l'Indonésie) ont pour conséquence que 70 % des mines boliviennes sont désormais déclarées non-rentables. Le gou-

vernemment procède au démantèlement des entreprises déficitaires, à des licenciements massifs, à une forte dévaluation de la monnaie, au gel des salaires ; la liberté des prix a entraîné une importante hausse des prix de produits de première nécessité.

Cette restructuration de l'économie se traduit par une très grande régression par rapport aux acquis sociaux gagnés dans la dernière décennie et même depuis la révolution nationale de 1952. L'affaiblissement du syndicat des ouvriers mineurs, qui était le coordinateur et le fer de lance des luttes sociales en Bolivie, va-t-il entraîner, comme le suggèrent nos médias, le déclin des mouvements sociaux ?

Nous connaissons très mal, en Europe, l'importance et l'ampleur des luttes sociales de ce pays, qui est certainement l'un des plus politisés de l'Amérique latine. Ces luttes recourent le plus souvent à des méthodes que les Boliviens appellent "résistance

passive", mais qui correspondent à ce qu'ailleurs on appelle, de façon plus juste, "non-violence active". Elles ont contribué à faire tomber plus d'une dictature militaire ! Pour illustrer la place qu'elles tiennent dans la vie publique et pour décrire le contexte dans lequel elles continuent à se développer – car la



majorité des grands acteurs occupent toujours la scène politique, sur le devant ou dans les coulisses – rappelons quelques événements de l'histoire récente.

La révolution

C'est à partir de 1952 – date de la révolution nationale, déclenchée par une conspiration du Mou-

vement National Révolutionnaire (MNR) qui avait entraîné les ouvriers, les classes moyennes, et, à un moindre degré, les paysans indiens dans un combat sanglant – que les mouvements populaires prirent leur essor. Sous leur pression, le nouveau gouvernement décida quelques mesures radicales. Il nationalisa les mines (désormais groupées dans la corporation minière de la COMIBOL), introduisit le suffrage universel, promit une réforme agraire et la mise sur pied d'une industrie nationale. Ces promesses furent mal tenues. Mais la création de la Centrale Ouvrière, la COB, aussitôt après celle de la COMIBOL, permit que se constitue un réel contre-pouvoir, avec lequel tous les gouvernements ont dû compter depuis.

La révolution introduisit aussi des changements dans les campagnes, où vit la majorité des Boliviens : les Indiens Quechua et Aymara (64 % ou 70 % de la population, selon des sources différentes). En envahissant et en occupant les terres, ils obligèrent le gouvernement, au moins pendant quelque temps, à aller plus loin que prévu dans les réformes. La décision d'introduire dans les campagnes le syndicalisme d'Etat posait des problèmes. D'une part, ce syndicalisme représentait un progrès, parce que jusqu'ici les paysans n'avaient pas eu le droit de s'organiser ; d'autre part, les formes d'organisation de type occidental s'accordaient mal avec les structures traditionnelles d'autogestion des communautés indiennes. Il fallut attendre encore beaucoup d'années, jusqu'à ce que tous les paysans reconnaissent la nécessité d'une grande organisation, se regroupent dans le Bloc Indépendant des Paysans et s'affilient à la COB, tout en gardant leurs structures spécifiques.

On se rappelle bien, en France, l'échec de la guérilla de Che Guevara, qui sollicitait en vain le soutien actif des paysans et des mineurs boliviens (1). Ces derniers hésitaient, évaluant les risques qu'ils courraient face aux armes de la dictature.

Mais ils payèrent très cher leur soutien verbal au Che, quand le général Barrientos ordonna un massacre au quartier des mineurs, dans la nuit de la Saint-Jean en 1967.

Barrientos mourut dans un accident dont les circonstances exactes n'ont jamais été éclairées. Au cours des luttes de succession, la COB, devenue le bastion de la gauche révolutionnaire, réussit, en octobre 1970, à imposer son candidat, le général Torrès. Pendant quelques mois, elle dispose même de la majorité dans l'Assemblée du Peuple ! Brève mais mémorable expérience d'un "premier soviet de l'Amérique latine", à laquelle mit fin le coup d'Etat du colonel Banzer, fortement appuyé par les Etats-Unis.

Dictatures militaires

Les sept années de dictature militaire qui suivent sont ponctuées par l'agitation sociale. C'est l'époque de la "fièvre de l'étain". Le gouvernement gaspille les sommes fabuleuses gagnées par la vente à prix élevé de ce métal ou reçues en "aides" extérieures. La dette de la nation quintuple ; en 1978, chaque Bolivien doit 600 dollars. Dans la très grande majorité des cas, il n'en a aucunement profité ! Pour protester contre une forte hausse de prix des produits de première nécessité, les paysans inaugurent, en 1973, un nouveau moyen de lutte : le blocage des voies de communication routière. La répression sanglante a pour effet de ressouder les courants divergents des groupements indiens. Le gouvernement réussit encore à mater une grève générale des mineurs, entreprise après l'assassinat de l'ex-président Torres en Argentine en 1976.

C'est une grève de la faim, commencée en 1977 par cinq femmes, qui mettra fin à la dictature (2). Après 17 jours, mille cinq cents personnes les ont imitées, dans les églises, les sièges des syndicats, les radios, les organismes internationaux... Banzer est

contraint à démissionner. Le succès de cette grève encouragera beaucoup les luttes populaires ultérieures.

En 1979, le peuple bolivien se mobilise contre le coup d'Etat du colonel Natush Bush. Pendant sept jours, le pays est paralysé par une grève générale. Dans les campagnes, les Indiens bloquent les routes. Dans la ville de La Paz, les ouvriers affrontent les militaires avec des cailloux, des cocktails-Molotov ; 300 personnes sont tuées, mais pas un seul militaire. Natush n'obtient aucune reconnaissance de la part de la diplomatie internationale ; les divisions à l'intérieur des forces armées s'accentuent. Le dictateur tombe.

Une démocratie fragile

Pendant un bref intérim démocratique, des élections sont organisées. Les paysans qui, pendant bien des années, ont observé avec méfiance les jeux des partis, de la droite comme de la gauche, sont conscients, cette fois-ci, qu'il faut obtenir la victoire de Siles Zuazo, le candidat de la coalition de gauche. Ils s'y engagent. Quand les militaires arrivent dans les campagnes pour enlever les urnes, dans l'intention de truquer les élections, les paysans coupent des arbres pour leur barrer les routes. Pendant que les soldats descendent et enlèvent les troncs, les paysans récupèrent les urnes et les rapportent à la cour électorale. Siles Zuazo gagne les élections.

Survient alors un des coups d'Etat les plus sanglants de l'Histoire de la Bolivie. L'auteur, le général Garcia Meza, un allié de la Mafia des trafiquants de la cocaïne, commence par ordonner le massacre des leaders de la gauche. Le secrétaire général du parti socialiste est assassiné dans les locaux mêmes de la COB. De très nombreuses personnes sont arrêtées, torturées. Garcia est assisté par les compétences de Klaus Barbie...

La résistance s'organise aussitôt. Les mineurs se retranchent, armés, dans les mines. Les militaires les assiègent. Alors arrivent des dizaines de milliers de paysans ; ils occupent toutes les crêtes et assiègent à leur tour les militaires. Ceux-ci se mettent à négocier avec les mineurs. Le massacre est évité.

Les dirigeants de la gauche bolivienne étant morts ou en prison, c'est pour la première fois un représentant indien de la paysannerie, Jenaro Flores, qui prend la tête du mouvement populaire de la résistance clandestine.

Face à la répression féroce, la résistance civile a recours à des méthodes plus prudentes : au lieu de faire la grève, les gens font par exemple leur travail aussi lentement et aussi mal que possible. Ils espèrent que le temps travaille pour eux... En raison de son extrémisme, Garcia Meza est gênant pour les Etats-Unis. Il n'est reconnu que par les militaires argentins. Il ne peut se maintenir. D'autres généraux tentent de le remplacer. Ils se trouvent obligés de proposer des élections. Mais les organisations populaires et les partis politiques relèvent la tête. Ils obtiennent en 1982 l'installation du gouvernement de Siles Zuazo, élu en 1980.

S'ensuivent des années de liberté, d'extraordinaire effervescence politique – de crises aussi, de grèves répétées, de diverses actions de protestation, par les travailleurs, les paysans, les instituteurs (qui gagnent six fois moins qu'un sous-lieutenant), par les mouvements de femmes aussi. Le gouvernement perd bientôt la confiance du peuple. Il a certes reçu un héritage lourd : une économie minée, une dette exorbitante, auxquelles s'ajoutent des catastrophes climatiques. Mais il a, comme atouts, le soutien des syndicats, l'appui de la social-démocratie européenne et, au début, celui des Etats-Unis, car Zuazo est décidé à lutter contre la mafia de la drogue. Le problème du gouvernement est de se mettre d'accord sur une stratégie claire qui satisfasse aussi bien

les adeptes d'une solution radicale que les modérés. Les dissensions et les luttes d'influence l'emportent. Tiraillé entre la volonté de répondre aux exigences des syndicats et à celles du F.M.I., le gouvernement décrète, par exemple, en février 1984, une forte augmentation des salaires et le blocage des prix. Moins de deux mois plus tard, il établit un nouveau plan d'austérité qui annule les mesures précédentes. Un mois plus tard, encore un revirement : à la suite d'une grève de la faim, le gouvernement suspend le remboursement de la dette extérieure et rompt avec le F.M.I. ; il refuse pourtant l'augmentation des salaires et l'établissement d'une échelle mobile. La vie devient toujours plus dure. En mars 1985, les mineurs organisent une marche vers La Paz ; ils sont 10 à 15 000, et la population leur fait un accueil chaleureux et solidaire ! Mais les revendications – un salaire minimum, une échelle mobile, ajustée sur l'inflation toujours vertigineuse (elle atteindra 20 000 %) – ne peuvent aboutir, tout simplement parce que les caisses de la Banque Centrale sont complètement vides. Les mineurs obtiennent finalement quelques concessions insignifiantes – puis ils rentrent chez eux. Cette fin désespérée des "journées de mars" est restée dans les mémoires comme le commencement de la débâcle de la gauche. Les grèves reprennent, mais les conditions pour en obtenir quelque chose ne sont pas remplies.

Aux élections anticipées, en août 1985, ce sera la défaite pour Zuazo. Le nouveau gouvernement se met tout de suite d'accord avec les instances nord-américaines et instaure le programme d'austérité dont nous avons parlé. Réaction immédiate de la COB, début septembre : grève générale. Réponse du gouvernement : déclaration de l'état de siège et déportation des dirigeants syndicaux. Des grèves de la faim, appuyées par l'Eglise, ont un certain succès : la répression se fait plus souple, les exilés peuvent rentrer. En mai 1986, l'agitation reprend avec des

manifestations des instituteurs, puis des artisans et des petits commerçants ; en juin, suivent les paysans. Avant la nouvelle marche des mineurs sur La Paz, la COB organise une consultation populaire sur la politique économique : un million et demi de Boliviens y participent (presqu'autant qu'aux dernières élections générales) ; 98 % répondent "non" au remboursement de la dette extérieure et à la réforme fiscale. C'est en premier lieu aux instances internationales que s'adressent les actions de protestation...

Le réveil indien

Il est vrai que les mouvements sociaux en Bolivie ont survécu à plus d'un échec ! Cette fois-ci, pourtant, la situation apparaît particulièrement préoccupante, parce que le démantèlement de la COMIBOL signifie la destruction de la base même du contre-pouvoir. A côté des 19 000 mineurs (27 000 en 1985), dont beaucoup vont encore être licenciés, il y a seulement environ 10 000 ouvriers dans les industries du pays. La classe ouvrière devient presque marginale. Peut-il y avoir une autre avant-garde dans la lutte pour le progrès social ?

Les représentants créoles ou métis des partis de gauche ont du mal à l'admettre. Ils restent méfiants envers la majorité paysanne, qui a pourtant beaucoup contribué aux luttes sociales de la dernière décennie. Ils ont tendance à considérer les revendications ethniques, que les Indiens affichent très résolument, comme arriérées et passées. Les Indiens, de leur côté, ne se reconnaissent guère dans les projets de libération, élaborés en langue de bois par les marxistes.

Les Aymara et les Quechua ont développé, au cours des siècles de différents colonialismes, leurs propres formes de résistance. Ils ont réussi à défendre leur culture et leurs organisations propres, tout en les transformant, en les adaptant aux nécessités de l'époque. Il est désormais urgent de reconnaître

leur spécificité et de se défaire des présupposés idéologiques. Nous avons certainement tous une vision déformée des cultures étrangères. D'où vient l'image tellement incrustée de l'Indien passif, résigné ?

Si l'attitude des Indiens a été le plus souvent une attitude de défense et d'autoconservation, elle est le fruit de leurs expériences. Ils connaissent plus de formes d'oppression que les créoles. Pendant longtemps à l'écart de la vie politique des villes, ils sont depuis toujours des observateurs vigilants des évolutions en cours. Patients, ils savent attendre l'heure propice.

Au cours du congrès de la Fédération Paysanne, en juin 1983, les paysans ont formulé les thèses suivantes :

« En premier lieu, nous constatons que nos oppresseurs ont toujours tenté de nous dépouiller systématiquement de notre identité historique, et ceci par tous les moyens. Ils ont tenté de nous faire oublier nos véritables origines et ils ont voulu nous réduire à de simples paysans, sans personnalité, sans histoire et sans identité. Cependant notre histoire prouve que nous avons su résister à toutes ces tentatives... »

Notre histoire prouve que nous avons su adapter et renouveler nos méthodes de lutte... Notre histoire nous apprend que nos peuples ont été capables d'organiser une société qui ne connaît ni la faim, ni l'exploitation ; une société dans laquelle les gouvernements n'utilisaient pas le pouvoir pour voler ou pour s'enrichir... »

Nous avons aussi un ennemi qui n'a pas de corps : l'Etat qui canalise les intérêts néo-coloniaux et impérialistes, au travers de multiples mécanismes de domination. Parfois, ces mécanismes sont répressifs et violents ; parfois, ils sont

subtils et domesticateurs. Mais, en tout cas, c'est toute cette structure de pouvoir qu'il faut transformer, et pas seulement les gouvernements...

L'organisation paysanne n'est pas de même nature que l'organisation syndicale ouvrière. D'une part, le syndicat paysan revêt un caractère revendicatif, et d'autre part, il constitue aussi un authentique gouvernement communal...

Nous refusons le syndicalisme dépendant du gouvernement, car il ne défend pas nos droits ; nous refusons un syndicalisme qui dépende des partis politiques parce qu'il nous rabaisse au rôle de porteurs de valises politiques... » (3).

On a admiré, en France, les processus démocratiques de décision, au sein des syndicats boliviens : toute négociation, qu'elle soit au niveau de l'atelier ou au niveau national, se fait dans des commissions mixtes, où se rencontrent en nombre égal délégués syndicaux et délégués de base, élus spécialement pour cette occasion. Et chaque fois que les dirigeants prennent des décisions au niveau national, ils doivent faire la tournée de toutes les mines pour les justifier. Ces méthodes ne doivent rien à l'influence des anarcho-syndicalistes argentins, comme beaucoup le croient. Elles sont simplement la continuité de ce qui se passe dans une communauté indienne. Il faut donc expliquer cet "avant-gardisme" de la classe ouvrière bolivienne par ses origines culturelles indiennes.

La diminution de la classe ouvrière est une tendance lourde, pas seulement en Bolivie. Ce sera à d'autres forces de prendre la relève : avant tout, aux paysans indiens ; ensuite, à tous les mouvements

sociaux qui défendent les droits de l'homme et de la femme, aux associations des femmes, des bidonvilles, à tous ceux qui sont porteurs d'un projet pour plus de justice et de démocratie, aux partis aussi, s'ils sont prêts à se recycler ; et un rôle très important reviendra à l'Eglise. L'espoir de beaucoup de Boliviens est que toutes ces forces se réunissent pour poursuivre les luttes, dans le respect mutuel, en vue d'une alternative qui exclue aussi bien la dictature militaire que la dictature du prolétariat.

(1) Sur les erreurs du Che et de ses successeurs face au monde indien, voir Alain Labrousse, *Le réveil indien en Amérique andine*, Favre, Paris, 1985, p. 37.

(2) Sur la grande grève de la faim de décembre 1977 - janvier 1978, voir l'article de Pierre CROISSANT, « *La grève de la faim contre la dictature* », dans ANV n° 39 (toujours disponible à notre secrétariat).

(3) Citées par Alain Labrousse, *op. cit.*, p. 170 et suiv.

Autres sources :

Alfonso Gumucio-Dagron, *Bolivie*, Editions du Seuil, 1981.

Eduardo Galeano, *Les veines ouvertes de l'Amérique Latine*, Libr. Plon, 1981.

BRÉSIL

L'EXPROPRIATION VIOLENTE DES PAYSANS

aujourd'hui là-bas comme hier chez nous

Alain VÉRONÈSE

DANS la hiérarchie économique mondiale, en quelques décennies, le Brésil a gagné quelques points. Il se classe maintenant dans la catégorie des N.P.I (Nouveaux Pays Industriels), mais n'en reste pas moins à la périphérie des puissances industrielles dominantes. Il y a donc "un miracle économique" brésilien. L'on sait moins que le "miracle" ne profite pas à tous. Certaines régions, d'importantes catégories sociales subissent quotidiennement une absolue misère : en Amazonie, l'expropriation violente est coutumière, l'assassinat des paysans pratique courante.

Le mouvement des luttes sociales, tel qu'on peut l'observer dans l'histoire contemporaine des pays "périphériques", présente d'inquiétantes ressemblances avec celui de la constitution du capitalisme industriel en Grande-Bretagne au XIX^e siècle.

La mémoire de l'histoire de la violence qui permit au "centre" capitaliste de se constituer en système écono-

mique dominant est sans doute nécessaire à la compréhension des violences économiques "périphériques" d'aujourd'hui. La thèse de cet article est que le Brésil constitue un exemple éclairant de ce processus qui est à l'œuvre dans de nombreux pays du tiers-monde. Il faut admettre, avant de tenter des rapprochements historiques, que l'on peut douter de la thèse sur la "violence fondatrice du capitalisme". Soit. Le lecteur critique ne serait point seul à douter : un auteur dont la culture économique est par ailleurs immense, Serge Christophe Kolm, peut écrire : « Il faudrait connaître ces faits originels, qui sont souvent lointains, et estimer leurs conséquences actuelles ». Et, plus loin, s'interrogeant sur la "violence originelle" du capitalisme : « la question de la prescription se pose évidemment pour ces faits lointains. » Il faudrait « questionner la nature réelle de l'accumulation primitive » (1).

"Accumulation primitive" : nous y sommes. C'est bien de la thèse marxiste qu'il s'agit. Une brève incur-

sion dans le texte du *Capital* est donc indispensable. Selon Marx, le prolétariat est une création historique, fondée sur l'expropriation des petits paysans, la dépossession des moyens de production : « L'immense majorité de la population se composait alors de petits paysans libres cultivant leurs propres terres (...), de petits propriétaires et tenanciers vivant, eux et leurs familles, du produit de la terre qu'ils cultivent, des moutons, de la volaille, des porcs, etc ».

Mais l'accumulation primitive "necessitait" la création d'un prolétariat sans feu ni lieu, dépossédé de moyens de vivre, donc corvéable à merci : « De 1814 à 1820, dans le Sutherland, quinze mille individus, formant environ trois mille familles, furent systématiquement expulsés. Leurs villages furent détruits et brûlés, leurs champs convertis en pâtures. Des soldats anglais, commandés pour prêter main forte, en vinrent aux prises avec les indigènes. Une vieille femme, qui refusait d'abandonner sa hutte, périt dans les flammes ». Le sous-prolétariat des bidonvilles a son histoire : « Les petits fermiers seront transformés en autant de gens forcés de gagner leur subsistance en travaillant pour autrui et d'aller au marché acheter ce qui leur est nécessaire. Leur salaire commença à tomber au-dessous du minimum et dut être complété au moyen de secours officiels » (2).

Aujourd'hui, le "progrès", au Brésil c'est la canne à sucre pour le carburant automobile. Robert Linhart écrit : « Monoculture sucrière, monotonie alimentaire. Une faim lente, patiente, de grignotage, progresse au rythme de l'économie marchande. La production systématique d'une humanité subalterne, réduite à une existence presque végétative, mais dans laquelle le capitalisme puise une force de travail » (3).

La grande transformation

Discuter du marxisme en général n'est pas l'objet de ce texte. Mais les documents sur lesquels s'appuie

Marx sont des documents et témoignages de contemporains du phénomène. La réalité de la violence des expropriations est difficilement récusable à cette période de l'histoire. Le lecteur ou S.C. Kolm pourront se documenter dans d'autres ouvrages non marxistes ! Par exemple, dans *The making of the english working class*, E.P. Thompson écrit, au sujet du mouvement des enclosures : « Villages après villages, les enclosures détruisirent les lopins sur lesquels subsistaient les pauvres. Le paysan sans preuves légales de ses droits était rarement indemnisé » (4). Et encore : « La violence sociale des enclosures consistait précisément en l'imposition totale sur les villages de l'idée capitaliste de la propriété » (5).

Dans l'étude de cette période de l'histoire, *La grande transformation*, de Karl Polanyi, est également un ouvrage inévitable : « C'est à juste titre que l'on a dit des enclosures qu'elles étaient une révolution des riches contre les pauvres. La violence, souvent la pression et l'intimidation (...) transformaient d'honnêtes laboureurs en une tourbe de mendians et de voleurs » (6).

Si l'on admet donc que les faits sont établis, y aurait-il possibilité de consentir la "prescription" aux thuriféraires du capitalisme ? Remarquons d'abord que la violence enfouie dans l'histoire du capitalisme révèle sa nature profonde; elle pourrait resurgir face à ceux qui le mettraient radicalement en cause. Mais surtout la prescription est d'autant plus difficile à admettre que l'expropriation violente se perpétue aujourd'hui aux périphéries du capitalisme mondial.

Le massacre des posseiros

Dans *La Vie*, hebdomadaire peu suspect de marxisme, on peut lire ce témoignage d'un paysan du Nordeste brésilien : « N'allez pas croire que la sécheresse soit la cause de tous nos maux. La sécheresse la plus grave, c'est lorsque le patron

envoie ses vaches paître dans nos plantations » (7). En Grande-Bretagne, il s'agissait de moutons... Pour le reste, le processus est désespérément identique : « Depuis les années 70, sous prétexte de développer le Nordeste, les pouvoirs publics financent, dans le Sertao, la création de grands pâturages et, dans les régions côtières plus humides, l'extension de la canne à sucre qui sert à fabriquer l'alcool utilisé au Brésil comme carburant pour les automobiles. Les "moradores" habitant sur les fazendas deviennent dès lors une gêne. Tous les moyens, y compris l'intimidation et la violence, sont employés pour qu'ils se découragent et s'en aillent. Peu importe s'ils vont grossir les populations marginales des "favelas" des grandes cités. » Tel est le témoignage de Sœur Valéria, religieuse et sociologue au diocèse de Bríala.

La violence des expropriations ? Directe, brutale : « Des centaines de paysans, mais également des avocats, et même des prêtres, ont été ainsi tués depuis des années par des "pistoleiros" au service des grands propriétaires terriens. En 1985, on a comptabilisé le nombre record de 235 assassinats de ce type ».

Malgré le peu d'informations disponibles, on peut pressentir qu'encore une fois il s'agit d'un problème politique majeur. Ricardo Kotscho, journaliste à la *Folha de São Paulo* a mené une enquête sérieuse : « La commission pastorale a pu recenser, sur l'ensemble du pays, mille conflits et litiges ayant débuté entre janvier 1980 et juillet 1981. Plus de deux cent cinquante mille familles y sont mêlées ; plus d'un million et demi de personnes sont victimes de menaces et de violences. (...) Nous ne voyons pas les favelas qui sont envahies par les expulsés de la terre, les villes qui gonflent, la famine qui se propage, les mains tendues qui se multiplient, les injustices qui s'accroissent. » (8).

Et les enclosures ? Voici : « De nouveaux *posseiros* luttent contre des *posseiros* anciens, les *fazendeiros* contre des *posseiros* ; et les clôtures de fil de fer barbelé des grands groupes qui continuent à arriver (Nixdorf, Bamerindus, Aço Villares, etc.) progressent à grands pas. » (9).



L'arrivée du nouveau pouvoir et ses promesses d'une véritable réforme agraire ont plutôt exacerbé la violence : les paysans sans terre ont multiplié les "invasions" (notamment dans le Sud), croyant naïvement que le droit leur en était déjà reconnu, ou entraînés par des dirigeants désireux de forcer le destin, cependant que les grands propriétaires manifestaient sans complexe leur volonté de défendre leurs terres, y compris par la force. Les assassinats de posseiros, de religieux, d'avocats, se sont multipliés depuis le début 1985.

C'est dans ce contexte que M. Nelson Ribeiro, ministre de la réforme et du développement agraires nommé par Tancredo Neves, a présenté, en mai 1985, un projet dont la rigueur d'analyse et l'ampleur des objectifs surprisent tous les observateurs. Ecartant toute confusion avec la politique de colonisation poursuivie par le régime précédent, le plan prévoyait d'installer, en quinze ans, sept millions de familles sur des terres principalement prélevées sur les latifundios. Ainsi aurait été résolu dans une large mesure le problème des travailleurs ruraux démunis, puisque leur nombre était estimé à 10,5 millions par les services fédéraux (12 millions selon la Confédération nationale des travailleurs ruraux, la CONTAG).

Patrick POSTAL,
Le Monde Diplomatique,
Novembre 1986.

Mais que fait la police ? Elle fait respecter la loi du plus offrant : « L'opération a commencé à l'aube du 25 juillet dans le village de Saumona : sous le prétexte d'exécuter un mandat judiciaire (...), un détachement de la police militaire, accompagné d'un officier de justice, s'empare de vingt-deux hommes et d'une femme, détruit deux maisons, saisit des armes de chasse et interdit aux posseiros de retourner travailler sur les plantations... » (10).

La loi vient au secours de ceux qui l'ont faite. Comme toujours. « C'était rien que la forêt, la terre n'avait pas de propriétaire. Il y avait à Sampaõ près de cent familles vivant de la pêche et de la terre (...) ; ils avaient quelques animaux, des poules, des porcs. On ne connaissait pas la faim, non. Ici, c'était un lieu d'abondance ». Il y avait de « bonnes terres sans propriétaires », nous dit ce paysan. Mais, quand finalement l'INCRA arriva à Sampaõ, Adistonio se prétendait déjà propriétaire. L'INCRA m'ordonna de cesser de travailler la terre et m'intima l'ordre de me rendre à Aranguatins pour voir le juge » (11).

Il est vrai que les bénéfices de l'élevage industriel ne sont pas perdus pour tout le monde : « Sur la route Belem-Brasilia, deux fazendeiros discutent d'achat et de vente ; on parle en "bi", c'est-à-dire en milliards de cruzeiros. Ces prêtres communistes ! murmure l'un des deux... » (12).

Les sacrifiés du "progrès"

Au centre, à la périphérie (les destins étant indissolublement liés) l'occultation de l'histoire et la désinformation ont pu faire croire à la neutralité du progrès, voire à la fatalité de l'économique. La fameuse "main invisible" n'est pas tant redoutable par son invisibilité que par ce qu'elle dissimule.

La misère, la faim des périphéries sont des *produits* modernes : « La faim n'était pas une simple absence spectaculaire, presque accidentelle, d'aliments disponibles (...). C'était une faim élaborée, perfectionnée, en plein essor, en un mot une faim moderne. Je la voyais progresser par vagues, appelées plans économiques, projets de développements, pôles industriels, mesures d'incitations à l'investissement, mécanisation et modernisation de l'agriculture » (13).

L'on sait — l'on peut savoir — que la misère ne tombe pas du ciel. La violence pas davantage. Misère et violence sont des rapports sociaux. Ainsi, malgré ses difficultés d'application, on ne peut que se réjouir du projet gouvernemental de répartition des terres (voir ci-contre).

Quoi qu'en dise un certain marxisme, il serait erroné de croire que la suppression du “mode de production capitaliste” mettrait fin à la violence ! Mais la conscience de la violence que l'économie instrumentalise fait apparaître que les sacrifiés du “progrès” sont des victimes innocentes. Hier, comme aujourd’hui, le système n'est pas neutre. Les “dégâts du progrès” ne sont pas une fatalité. Les contraintes de l'économie ne sont absolues que pour ceux qui acceptent l'aliénation marchande propre au capitalisme. Le dépassement de la logique économique mondiale est le problème de nos sociétés en crise profonde, c'est aussi le problème central dont la périphérie réclame une solution urgente.

-
- (1) S.C. Kolm, *Le contrat social libéral*, P.U.F.
 - (2) Karl Marx, *Le Capital*, Garnier, Flammarion.
 - (3) R. Linhart, *Le sucre et la faim*, Enquête dans les régions sucrières du Nord-est Brésilien, Editions de Minuit.
 - (4) *The making of the english working class*, Pelican books.
 - (5) *Ibid.*
 - (6) K. Polanyi, *La grande transformation*, Ed. Gallimard.
 - (7) *La Vie*, numéro de mars 1986.
 - (8) Ricardo Kotscho, *Le massacre des posseiros*, Ed. Syros.
 - (9) *Ibid.*
 - (10) *Ibid.*
 - (11) *Ibid.*
 - (12) *Ibid.*
 - (13) R. Linhardt, Opus cité.

LEXIQUE :

Posseiro : petit paysan, sans titre de propriété, installé souvent depuis plusieurs années sur des terres qu'il a défrichées. D'après la loi, au bout d'un an et un jour, il a la jouissance de cette terre. Mais la loi est violée en permanence.

Fazendeiro : grand propriétaire terrien.

INCRA : Institut National de Colonisation et de Réforme Agraire.

et... **Boias frias** : ouvriers agricoles, embauchés à la journée ; les plus exploités parmi les travailleurs, sans sécurité d'emploi, sans possibilité de s'organiser. Littéralement : “gamelles froides”.

BRÉSIL

La lutte pour la terre

entretien avec Nicole COMBES

Nicole Combes vit depuis seize ans au Brésil. Religieuse, elle a fait partie d'une équipe de la "commission pastorale de la terre" dans le nord de l'Etat de GOIAS. Dans la région dite du "bec de perroquet", vivent 20 000 habitants, qui doivent résister aux efforts des grands propriétaires pour leur prendre leurs terres. C'est là que, le 10 mai 1986, fut assassiné le père Josimo Moraes Tavarès, âgé de 33 ans.

ANV – Peux-tu nous dire brièvement quelle était la situation des paysans dans la région où tu vivais ?

Nicole Combes. – J'ai habité dans le nord de l'Etat de Goias. On appelle cette région "la porte de l'Amazonie". Elle est entre deux fleuves, d'où son nom : "Bec de Perroquet". Cette région est devenue célèbre en raison des conflits sur la terre qui s'y déroulent. En effet, avec l'ouverture en 1956 de la route Belem-Brasilia, la terre de cette région a acquis de la valeur. Les populations de paysans qui y vivaient en autosuffisance, de façon très pacifique, un peu primitive, ont été envahies par les spéculateurs fonciers partis à la conquête de l'Amazonie. Cette région est essentiellement composée de petits paysans métis (croisement de blancs, d'indiens et de noirs), qui vivent en familles nombreuses dans des villages, sur la base d'une agriculture primitive. Ils construisent eux-mêmes leurs maisons avec de la terre et des palmes pour le toit. Leur philosophie de la vie est proche de celle des Indiens.

ANV – Cela faisait-il longtemps qu'ils vivaient sur ces terres ?

N.C. – Ils y vivaient depuis 15 à 20 ans. En général, ce sont des migrants venus du Nordeste. Ils avaient été chassés de leurs terres par la sécheresse ou par les grands propriétaires terriens.

ANV – Comment leur prend-on leur terre ? Est-ce qu'on la leur achète ?

N.C. – En général, cela se passe de la façon suivante : les paysans voient arriver quelqu'un qu'ils ne connaissent pas, qui leur propose d'acheter leur terre. Il essaye de les amadouer par des promesses mirobolantes, en faisant miroiter tous les avantages qu'ils retireraient de la vente de leur terre. Certains acceptent la proposition ; d'autres résistent. Si le paysan refuse, l'acheteur exerce alors des pressions sur lui. Cela commence avec des menaces d'expulsion. Le paysan s'entend dire : « Tu n'as pas de titre de propriété, donc tu n'es pas propriétaire ».

Les acheteurs se présentent en effet quelquefois avec un titre (qu'ils ont obtenu chez le notaire en achetant un petit lopin de terre) sur la base de quoi ils se déclarent propriétaires. Mais un paysan qui occupe une terre depuis un an et un jour – et bien souvent cela fait plus de dix ans – est légalement propriétaire, même sans posséder de titre de propriété. Les acheteurs exploitent donc l'ignorance des paysans sur les lois et leurs propres droits. Désemparés devant le titre de propriété brandi et séduits par les belles paroles de l'acheteur, les paysans cèdent souvent leur terre. Mais lorsqu'ils persistent à refuser, l'acheteur menace de répression leurs familles et leurs enfants et engage des tueurs à gages. Cela est arrivé il y a 15 ans avant que la situation ne soit connue. Les paysans n'avaient plus alors qu'à partir. Ils n'avaient donc comme alternative que céder ou subir la répression.

ANV – A partir de quel moment la situation a-t-elle changé ?

N.C. – Vers 1975, l'Eglise a commencé à prendre conscience (à partir des communautés de base et des confidences que faisaient les paysans) du problème de la terre. Des prêtres, des religieux, des laïcs sont alors venus s'implanter parmi les paysans par l'intermédiaire de la "commission pastorale de la terre" (C.P.T.). Leur action consistait à être présents, à recueillir des informations, à informer les paysans et à s'engager sur le terrain à leurs côtés dans la lutte. La C.P.T. a ainsi révélé aux paysans qu'ils ont des droits sur la terre, qu'ils ne doivent pas les aliéner et les a aidés à s'organiser pour défendre ces droits.

ANV – As-tu assisté aux réunions où ils discutent entre eux ?

N.C. – Oh oui ! Mon principal travail consistait à suivre les groupes de paysans dans une région où avaient lieu des conflits. Les "communautés de base" sont le point de départ : les paysans s'y réunissent pour réfléchir à leur existence à partir de

l'Evangile. Ils introduisent dans cette réflexion leurs problèmes concrets, en particulier celui de la terre, qui est leur moyen d'existence. Dans ces réunions, nous apportons, nous, agents de la pastorale, quelques conseils ; ensuite, nous faisons appel à des avocats qui les aident sur le plan juridique. Surtout, nous nous efforçons de les "conscientiser", en les aidant à comprendre leurs propres problèmes et à défendre leurs droits. Cela ne va pas sans difficultés, car en devenant solidaires des paysans contre les propriétaires terriens, nous nous faisons des ennemis dans la région et le pays.

La force de l'union

ANV – Quelle stratégie essayez-vous de mettre en œuvre pour garder ou conserver les terres ?

N.C. – On essaie d'abord d'intervenir avant que les paysans aient perdu leur terre. S'ils l'ont déjà perdue, on envisage alors une action de récupération.

Dans le premier cas, il faut donner connaissance des droits et des lois qui peuvent fonctionner en faveur des paysans. Mais l'action sur le plan juridique est très limitée et peut s'éterniser, car les gros propriétaires ont les moyens d'acheter les avocats et les juges. Il faut donc entreprendre autre chose. Nous défendons les terres par le travail en commun. Ainsi, les grands travaux de défrichage, de brûlis, de semence, de cueillette sont-ils effectués collectivement. On réunit 20, 30, 80 paysans, qui travaillent solidairement dans le champ de l'un d'entre eux. En général, cela se passe très bien. Cette technique du travail en commun est utilisée depuis longtemps dans leur culture. Elle est très utile, car elle développe la solidarité. On emploie souvent cette image qu'ils aiment beaucoup : quand on ramasse du bois, si l'on prend une seule branche, elle craque facilement ; mais si l'on prend un fagot de branches, elles casseront difficilement. C'est ensemble que nous pouvons résister ; cette union est notre unique force.

Pour l'instant, ils n'ont pas d'autre arme que cette union. C'est devenu un slogan. C'est ainsi qu'ils essaient donc de défendre leur terre, d'y rester.

Dans le second cas, lorsque les paysans ont déjà été chassés de leurs terres, le plus important est qu'ils puissent se regrouper, se sentir solidaires pour lutter collectivement pour les reconquérir. Ils ont pris conscience de cette nécessité de lutter ensemble soit dans les communautés de base soit dans les syndicats. La communauté de base ne suffit pas à donner tous les instruments de lutte. Les plus consciens savent qu'il faut faire un pas de plus dans l'engagement syndical pour se défendre. La C.P.T. est au côté de plusieurs syndicats. Et c'est là qu'on étudie les stratégies de lutte.

En 1975, j'ai vu une cinquantaine de paysans défricher un bois sur un terrain dont ils avaient été expulsés. Lorsqu'on leur a parlé de réforme agraire et qu'ils ont pris conscience que la terre appartient à ceux qui la travaillent, ils sont revenus sur cette terre, l'ont déboisée et y ont construit leur maison, chacun y délimitant sa part. En septembre 1985, ils ont été expulsés par la police militaire. Le propriétaire est venu, accompagné de 100 policiers armés, pour chasser ces paysans désarmés et en haillons. Le gros propriétaire, bien vêtu et bien nourri, semblait s'attendre à trouver des gens violents, prêts à l'assassiner. Il s'est trouvé devant des personnes pacifiques qui avaient simplement faim. Le propriétaire a prétendu que, s'il avait su, il aurait volontiers prêté cette terre à ces paysans pour qu'ils la cultivent comme ils l'entendent. Mais il ne s'en est pas moins prétendu le véritable propriétaire. Les paysans ne sont donc pas entrés en conflit direct avec le propriétaire. Ils ont dû se retirer sous la menace de la police. C'était tragique de les voir se replier dans un village voisin, où des paysans aussi pauvres qu'eux étaient prêts cependant à les accueillir. Le groupe s'est divisé, car une trentaine de paysans sont restés sur le terrain.

ANV - Ne leur vient-il pas à l'idée de tuer le propriétaire pour récupérer leur bien ?

N.C. - Il y avait effectivement des partisans de la violence qui disaient qu'il fallait le tuer. Mais c'est une minorité. Les autres se rendent compte que le rapport des forces est inégal. Ils savent qu'il y a eu des expériences de lutte armée dans d'autres Etats et que les militaires ont écrasé la rébellion. Ils savent que les propriétaires sont armés, emploient des tueurs à gages et sont soutenus par les autorités locales et l'armée. Ceux-là pensent qu'il faut recourir à d'autres stratégies, et savent que, s'ils ouvrent le feu, ils perdront. Ils ont conscience que leur unique force c'est l'union, qu'il faut trouver d'autres solutions pour rester sur leur terre. J'ai appris d'ailleurs que les paysans dont j'ai parlé, à force de persister dans l'occupation de la terre et d'y travailler, ont obtenu gain de cause.

Non-violence : stratégie ou conviction ?

ANV - Peut-on dire qu'ils utilisent la non-violence parce que c'est l'arme des pauvres, parce qu'ils n'ont pas d'autres moyens d'exprimer leurs idées et de récupérer leur terre dans ce contexte ?

N.C. - Je suis toujours mal à l'aise pour analyser la non-violence dans cette région extrêmement violente. Cette violence est le fait des gros propriétaires ; elle est organisée, institutionnalisée. Nous devons y faire face avec les paysans, car il est impossible de supporter longtemps la violence de la faim. Actuellement, les paysans recourent à des méthodes non-violentes sans le savoir. Mais, si la violence des propriétaires et de la police continue, je ne sais pas si ces méthodes non-violentes seront poursuivies. La seule chose que je vois, c'est que les paysans qui auraient toutes les raisons de se révolter et de s'armer, de répondre à la violence par la violence, ne le font pas pour le moment.

Les paysans ont la force intérieure qui leur permet de répondre à la violence armée de leurs ennemis

sans utiliser les mêmes armes qu'eux. Ils cherchent dans la Bible les moyens d'une force qui dissoudrait la violence armée à laquelle ils doivent faire face. Je crois qu'ils sont au cœur de la non-violence. Ces paysans nous font beaucoup réfléchir, nous, agents de la pastorale, sur la force intérieure qu'il faut posséder pour s'opposer à l'ennemi.

ANV – *As-tu senti cette force intérieure qui pousse à une stratégie non-violente dans d'autres régions du Brésil ?*

N.C. – Oui, il y a de nombreux groupes paysans qui agissent de la même manière. Il y a des luttes non-violentes dans le Sud, dans les quartiers ouvriers, mais je les connais moins bien...

ANV – *Est-ce que les paysans de ton village essaient d'aller dans d'autres villages pour les inciter à mener des actions comme les leurs pour lutter contre la violence des riches ?*

N.C. – Au niveau de la région, il y a beaucoup de contacts entre les paysans. Souvent, dans leur action, ils font appel à des paysans d'autres villages pour venir les aider. Dans toute la région du "Bec de Perroquet", les paysans discutent entre eux, échangent leurs expériences et s'influencent mutuellement. Ils doivent discuter avec les partisans de la lutte armée, mais ils connaissent l'efficacité de la lutte non-violente quand ils sont unis tous ensemble.

ANV – *Josimo, un prêtre de 33 ans, a été assassiné. Pour quelles raisons? Prônait-il la non-violence ?*

Sur le Père Josimo Morais Tavarès et sur les circonstances de son assassinat, voir le numéro 1113 (29 mai 1986) du bulletin DIAL. D'une manière générale, tous ceux qui s'intéressent à l'Amérique latine doivent connaître ce bulletin d'information qui offre chaque semaine une documentation précieuse. DIAL, 47, quai des Grands-Augustins, 75006 PARIS. Abonnement : 310 F.

N.C. – Josimo était curé d'une paroisse. Comme chacun d'entre nous, il se posait la question : « Sera-t-il possible de libérer notre région sans les armes ? » Mais à aucun moment il n'a incité les paysans à prendre les armes. Il était partisan des méthodes des paysans : développer, étendre le plus possible la solidarité entre les paysans pour défendre le droit à la terre. Dans sa paroisse, il y avait de nombreux conflits sur la terre. Il s'est toujours montré solidaire des paysans contre les propriétaires terriens. Il effectuait sa tâche d'évangélisation à partir de la considération des problèmes concrets de l'existence. Il a été tué par les propriétaires, qui voyaient en lui un dangereux leader qui apprenait aux paysans la résistance. Dans leur esprit, Josimo était un chef d'armée ! Ils le dénonçaient comme le grand organisateur d'une "armée populaire". Il avait certes une grande influence sur le peuple. Il était leur frère dans la défense de leurs droits. Josimo était l'homme à abattre. En le tuant, les propriétaires pensaient disloquer le mouvement. Mais, Josimo mort, le travail continue, car il n'était pas seul.

ANV – *Après l'assassinat de Josimo, les paysans n'ont-ils pas été tentés de changer de tactique et de s'orienter vers la lutte armée pour le venger ?*

N.C. – L'assassinat de Josimo a eu lieu il y a six mois. Je venais juste de quitter la région. Depuis, je n'ai pas eu d'échos sur une volonté de vengeance des paysans. Mais il y a cependant là des risques de violence beaucoup plus grands que pour la défense des droits à la terre. Car, au Brésil, venger la mémoire de la personne qu'on aime fait partie de l'honneur d'un homme. Si un membre de ta famille est tué, tu dois tuer l'assassin pour ne pas être considéré comme un salaud. Enraciné très profondément dans leur culture.

Josimo n'a cependant pas été vengé, à ma connaissance. Ils ont dû considérer l'énorme répression qui s'abat sur les paysans, sur les syndicats et sur les leaders du mouvement lorsqu'une telle violence se produit. Pour ne pas disloquer le mouvement, ne pas obliger à fuir les syndicalistes qui leur apportent une aide précieuse dans leur lutte, ils ont dû réfréner leur désir de vengeance.

Alors, aujourd'hui, la non-violence est-elle une *conviction* ou une *stratégie* pour les paysans qui luttent dans cette région ? Je pense que c'est généralement une question de stratégie. Mais, pour certains paysans, cela est lié à une conviction : il ne faut pas *lutter avec les mêmes armes que l'opresseur*. Pour notre part, plutôt que de discourir sur la non-violence, nous voulons que les paysans déterminent par eux-mêmes, en puisant dans leur force intérieure, les stratégies d'opposition à la violence.

Le rôle des femmes

ANV – Quelle est le rôle des femmes dans cette lutte ? Ont-elles un rôle privilégié ?

N.C. – Dans l'équipe de la C.P.T., avant l'arrivée de Josimo, nous étions quatre femmes. Cela nous a préservés des risques plus grands qu'encourent les hommes. Car, au Brésil, la femme est considérée comme une *mineure* ! Les "machos" brésiliens ne croyaient pas à la capacité des femmes d'agir. Nous avons profité de cette espèce de mépris pour nous infiltrer dans les communautés et faire du travail non seulement avec les hommes mais aussi avec les femmes. Et nous avons découvert chez les femmes une sensibilité particulière aux problèmes. Elles sont en effet confrontées quotidiennement au problème de la faim, qui est une conséquence des

conflits sur la terre, car c'est elles qui ont la charge de nourrir les enfants. Les femmes, avec leur conscience aiguë des problèmes, sont un élément décisif dans la lutte pour conserver les terres. Sans leur soutien, les hommes n'auraient pas assez de force pour résister longtemps. Je me souviens d'une réunion au cours de laquelle des paysans jouaient une résistance face au propriétaire terrien. Des femmes étaient soudain intervenues, protestant contre leur exclusion de cette représentation de la situation. Il s'en était suivi une longue discussion. Les hommes prétendaient que "la place des femmes n'est pas dans la lutte", et les femmes revendiquaient un rôle dans la résistance auprès des hommes, y compris dans les combats. Je pense que les hommes ne pourraient pas tenir jusqu'au bout sans le soutien de leur femmes. Les adolescentes et les enfants prennent part également, et de plus en plus, à la lutte.

ANV – Dans le village où tu étais, était-ce uniquement la C.P.T. qui soutenait et animait la lutte ?

N.C. – Dans notre village, oui. De temps à autre, des représentants des partis politiques de gauche passaient. Nous nous entendions sur les grands objectifs, comme la libération de la terre, mais nous avions quelquefois des divergences sur la question des moyens. On les sentait très pressés, cherchant surtout l'appui des militants pour prendre le pouvoir.

*Propos recueillis
par Bernard Boudouresques.*

URUGUAY, 1983

La non-violence ramène la démocratie

Jean-Pierre MILLE

PETIT pays d'Amérique latine, l'Uruguay vient de vivre, comme tous ses voisins, une période de dictature militaire. En juin 1973, au nom de la "doctrine de Sécurité Nationale" et de la lutte contre la "subversion", les forces armées ont pris le pouvoir. Elles ont interdit toute activité politique et syndicale, emprisonné, torturé. Avec 7 000 prisonniers politiques pour 3 millions d'habitants, l'Uruguay a battu un record mondial.

Aujourd'hui, ce pays vit à nouveau en démocratie. Dans cette reconquête des libertés, des actions non-violentes ont joué un rôle décisif. L'initiative en revient à la branche uruguayenne du "Service Paz y Justicia" (SERPAJ). Rappelons que le SERPAJ est une organisation non-violente pour la défense des droits de l'homme en Amérique latine, créée à la fin des années 60. Il s'est fait connaître dans le monde entier, notamment depuis que son principal animateur, Adolfo Perez Esquivel, a reçu le Prix Nobel de la Paix en 1980. La branche uruguayenne, créée en

1981, est animée par le jésuite Luis Perez Aguirre. A cause de son action courageuse, il fut arrêté plusieurs fois et torturé. A partir des documents qu'il nous a fait parvenir et de l'interview qu'il a donnée à *Non-violence politique* (Nº 74, octobre 1984), voici le récit des événements qui favorisèrent le retour à la démocratie dans son pays.

L'affaiblissement du pouvoir militaire

Dès 1973, il était clair que le peuple uruguayen, dans sa grande majorité, refusait de reconnaître la légitimité du nouveau pouvoir. La propagande officielle ne rencontrait que scepticisme ; l'ampleur et la sévérité de la répression pouvaient bien paralyser pour un temps les mouvements d'opposition, mais ne pouvaient changer les opinions. L'échec économique du régime ne fit qu'aggraver le mécontentement populaire.

En novembre 1980, le régime militaire organisa un référendum pour faire approuver une Constitu-

tion, fondée sur la "doctrine de sécurité nationale", qui aurait perennisé son pouvoir. Les militaires commirent alors une grossière erreur : persuadés que la population, terrorisée, n'oserait les déسا-vouer, et voulant se donner une image de respectabilité internationale, ils ne prirent pas la peine d'organiser la tricherie ! Résultat : 87 % de NON...

Après cet échec retentissant, le régime militaire a essayé de se maintenir au pouvoir par une politique d'ouverture modérée : les partis traditionnels ont été autorisés, ainsi que des syndicats "non politisés". Des élections étaient promises pour 1982, puis pour 1984. Mais la répression demeurait sévère.

L'échec du référendum rendit courage à diverses composantes de la société civile. Le SERPAJ s'affirme au grand jour et intensifie son travail de défense des Droits de l'Homme. Autour de lui, dès 1982, se constituent divers réseaux de soutien aux victimes de la répression. Des milieux syndicaux, étudiants, religieux commencent à se mobiliser. La revendication de la démocratie politique s'associe logiquement à celle du respect des droits de l'homme. Le silence des partis politiques traditionnels et de l'Eglise hiérarchique confère au SERPAJ et aux groupes de défense des droits de l'homme un rôle politique disproportionné avec leur importance numérique.

L'action du SERPAJ consiste essentiellement à "dire la vérité", à faire connaître au grand jour les pratiques que le gouvernement militaire voudrait cacher. Il s'appuie pour cela sur le soutien international, prend contact avec l'ONU, les organisations de défense des droits de l'homme, certaines ambassades. Par ailleurs, il suscite la création de coopératives, de groupes de locataires, d'associations de quartier.

Le jeûne d'août 1983

En juillet 1983, des soldats arrêtèrent quelques



Luis Perez AGUIRRE (photo Pierre Carlier / NVA)

étudiants. Ils furent, comme de coutume, torturés, et les filles violées. Le SERPAJ reçut des témoignages directs des parents de ces étudiants, qui avaient pu voir leurs fils et filles en prison après la torture. Il décida de les publier largement, dans la presse et par des tracts. C'était la première fois que la presse nationale acceptait de publier une information de ce genre. Luis Perez Aguirre est arrêté et interrogé pendant 17 heures. Le 2 août, le gouvernement rétablit une censure plus rigoureuse, comme celle qu'il avait instaurée au début de la dictature. Il interdit toutes les activités politiques.

C'est alors que le SERPAJ décide une action non-violente pour réagir à ces mesures et inviter toute la population à une journée de réflexion nationale. Un jeûne à durée limitée (et non une grève de la faim) (1) est commencé par trois membres du

SERPAJ : le pasteur Oliveira et les pères Aguirre et Osorio.

Après avoir contacté Adolfo Perez Esquivel (pour le soutien international) et organisé le soutien local, le jeûne commence le 11 août dans les locaux du SERPAJ, en présence de la presse internationale. Il durera 15 jours, son objectif principal étant d'appeler toute la population d'Uruguay à faire du 25 août une journée nationale de réflexion sur les solutions démocratiques aux problèmes du pays.

En quelques jours, malgré la censure, grâce au bouche à oreilles, tout le pays était informé de cette action. Pourtant, dès le 4^e jour, la police avait coupé le téléphone et encerclé la maison pour isoler les jeûneurs. Mais la population venait malgré tout en grand nombre manifester son soutien. Régulièrement, la police essayait de disperser ces foules ou, les embarquer par centaines dans ses véhicules. Les gens n'offraient pas de résistance, mais revenaient dès que possible...

La dimension religieuse de ce jeûne est soulignée dans le texte de la déclaration rendue publique le premier jour, qui fait référence à la Bible, à l'Évangile et aux Actes des Apôtres. La référence non-violente est marquée par une citation de Gandhi. Quant à l'objectif politique, il est développé en ces termes :

« Nous voulons contribuer à l'édification d'une société qui, dans le respect des particularités du pays et de ses secteurs sociaux, soit libératrice, égalitaire, solidaire et participative, avec l'aide de tous et au service de chacun :

– une société à laquelle tous apportent selon leurs forces et de laquelle chacun reçoit selon ses besoins, sans inégalités ni accaparement de certains au détriment d'autres.

– une société où soient respectés tous les droits de l'homme pour ses membres, ses groupes et ses organisations.

– une société où tous, dans la conscience de la situation de chacun et des mécanismes de changement, deviennent les agents de leur propre destinée.

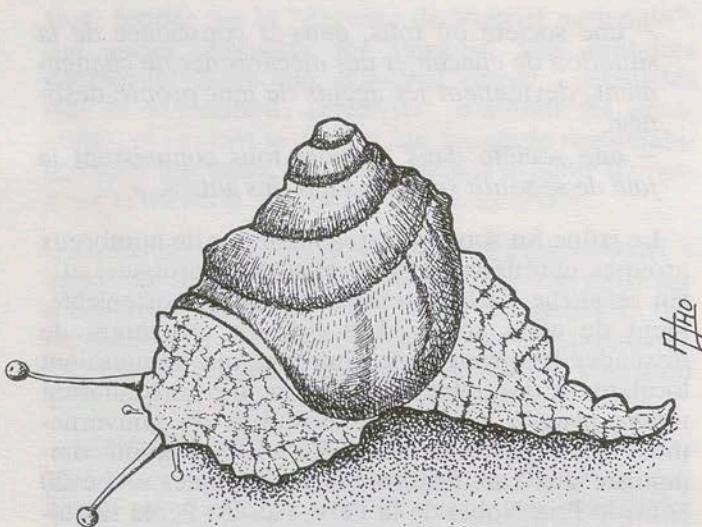
– une société dans laquelle tous connaissent la joie de se sentir frères les uns des autres. »

Le jeûne fut soutenu activement par de nombreux groupes chrétiens, ordres religieux, paroisses, etc. En revanche, la hiérarchie se démarqua ostensiblement de cette action. Les évêques essayèrent de dissuader les groupes de chrétiens qui organisaient localement des jeûnes de soutien. Certains allèrent même jusqu'à adopter les positions du gouvernement sur le SERPAJ, qualifié d'*« organisation communiste aux ramifications internationales »*. Le 20 août, le Prix Nobel de la Paix, Adolfo Perez Esquivel était refoulé alors qu'il s'apprêtait à entrer en Uruguay pour rendre visite aux jeûneurs.

La mobilisation populaire

La journée du 25 août fut un grand succès. Il dépassa tout ce que les membres du SERPAJ avaient pu imaginer. A une heure convenue, tout le monde rentra chez soi. Les rues étaient vides et sombres, car la consigne était d'éteindre les lumières. La ville de Montevideo retentit toute la soirée d'un formidable *“concert de casseroles”*. On sait que cette forme de protestation originale, à la fois non-violente et peu dangereuse (la police et l'armée ne peuvent pas grand chose pour la réprimer) est devenue un moyen classique de *“protesta”* dans plusieurs pays latino-américains, notamment au Chili.

Un détail illustre l'ampleur du succès de l'opposition au régime. Il y avait ce jour-là un important match de foot entre l'Uruguay et le Paraguay. Pour que le stade soit bien plein, malgré le mot d'ordre du SERPAJ, les autorités avaient ordonné que les billets d'entrée soient vendus à très bas prix. Malgré cela, et malgré la passion bien connue des latino-



L'Amérique du Sud s'avance lentement vers la démocratie et elle en bave

américains pour le foot, il n'y eut que 25 000 spectateurs, dans un stade qui peut en contenir 75 000 !

Un autre résultat positif du jeûne et de la mobilisation qu'il suscita, ce fut la mise en place d'une coordination nationale de toutes les forces démocratiques : tous les partis (de gauche comme de droite), les syndicats, les étudiants, les organismes sociaux, les coopératives, etc. Cette coordination devint l'interlocuteur du gouvernement pour la phase de transition vers la démocratie.

Le gouvernement n'accepta pas tout de suite de céder. Au contraire, dans un premier temps, il tenta à nouveau la répression. Cinq jours après la journée du 25, le SERPAJ était interdit et tous ses biens confisqués. Mais le mouvement social était lancé et ne devait plus cesser sa pression sur les autorités : le 27 novembre, l'Uruguay connut la plus grande manifestation de toute son histoire (500 000 personnes,

soit un sixième de la population du pays !). Lors de cette manifestation, le rôle décisif du SERPAJ dans la mobilisation du pays fut publiquement reconnu par toutes les forces démocratiques : chaque organisation avait un représentant au podium, mais le SERPAJ en avait trois. C'était aussi un défi au gouvernement qui avait déclaré illégale cette organisation.

Et maintenant ?

L'année 1984, commencée avec le succès de la grève générale du 18 janvier, fut une année de transition. Le 25 novembre eurent lieu des élections libres : le taux de participation (85 %) mit en évidence l'attachement du peuple à la démocratie retrouvée. Le 1^{er} mars 1985, Julio Sanguinetti constituait un gouvernement d'union nationale et faisait libérer les derniers prisonniers politiques. Parmi eux l'ancien dirigeant des "Tupamaros", Raul Sendic, qui déclara son intention de lutter désormais pour ses idées par des voies politiques.

Le rôle du SERPAJ n'est pas terminé pour autant. Il s'est attelé à la difficile tâche de favoriser la "réconciliation" sans nier la nécessité de faire justice. La loi d'amnistie a précisé qu'elle ne s'étendait pas aux "fonctionnaires de la police ou de l'armée responsables de traitements inhumains, cruels ou dégradants ou de la détention de personnes qui ont ensuite disparu". Comme en Argentine, la volonté du nouveau pouvoir civil de ne pas trop indisposer les militaires rend très difficile la tâche de faire la lumière sur certaines responsabilités. Pour Luiz Perez Aguirre, « seule la réconciliation permettra de briser le cercle vicieux de la vengeance. La réconciliation, c'est la capacité de se comporter humainement en pardonnant à son ennemi. Cela ne signifie pas qu'il faut nier la justice ou tout oublier, mais qu'il faut aller au-delà. » (2) Celui qui dit cela n'est pas un quelconque donneur de leçons de

morale : c'est un homme qui a subi personnellement la torture, et s'est cru à plusieurs reprises sur le point d'être exécuté...

En juin 1986, Luis Perez Aguirre a reçu la croix d'officier de la Légion d'Honneur des mains de l'ambassadeur de France à Montevideo, en raison du rôle qu'il a joué pour la défense des Droits de l'Homme. Mais ce qui l'intéresse aujourd'hui, ainsi que le SERPAJ redevenu légalisé, c'est l'avenir : comment éviter le retour, non seulement en Uruguay mais dans toute l'Amérique latine, des régimes dictatoriaux ? Pour cela, c'est un travail d'éducation qui s'impose. Le SERPAJ a donc rédigé et édité un gros manuel d'éducation aux Droits de l'Homme, destiné aux enseignants et aux étudiants de tout le continent, *Derechos Humanos : fundamentos para una educación liberadora*. Pour l'édition et la diffusion de cet ouvrage, il a reçu le "Prix des Droits de l'Homme" créé par le précédent gouvernement français.

Adresse du SERPAJ :
Servicio Paz Y Justicia
Joaquin Requena 1642
MONTEVIDEO - Uruguay

(1) Sur la différence entre "jeûne" et "grève de la faim", voir J.M. Muller, *Stratégie de l'action non-violente*, coll. Points politiques, Seuil, 1981. Voir aussi l'article d'H. Ott, dans ANV, n° 34, et l'ensemble du n° 42.

(2) Interview à N.V.P., n° 74.

LUMIÈRE & VIE

N° 179 – Novembre 1986

LA QUESTION DE L'AU-DELA

Editorial

- La traversée du silence

Yves Ledure

- La mort ou l'existence en question

Hélène Reboul

- Chemins de la vie à la mort, et au-delà

Marc Balleydier

- Projections de l'imaginaire, symboles de l'absent

Pierre Bülher

- Le souci de la survie et ses étranges paradoxes

François Vouga

- Controverse sur la résurrection des morts
(Marc 12, 18-27)

François Genuyt

- Ressusciter pour apprendre à vivre et à mourir
La résurrection de Lazare selon Jean 11, 1-44

Xavier Lacroix

- Le corps à venir

Christian Duquoc

- Le jugement dernier en appel

LES LIVRES

- Comptes rendus
- Livres reçus à la revue

LUMIÈRE ET VIE

2, place Gailleton 69002 LYON

	France	Etranger
Abonnement	160 F	180 F
Le numéro	40 F	45 F

C.C.P. 3038 78 A Lyon

L'action non-violente : éthique ou technique ?

Lettre ouverte à mes amis non-violents

Jean-Marie MULLER

La publication de la "Dissuasion civile" a suscité des réactions fort diverses. Celles des milieux politiques, militaires et religieux ont été rassemblées dans notre numéro 59. Dans les mouvements non-violents, si l'accueil a été largement favorable, des réticences se sont exprimées, notamment chez ceux qui redoutent là une trahison de ce qu'ils considèrent comme la seule et vraie non-violence. L'action non-violente peut-elle se réduire à une "technique" ? Exige-t-elle des "préalables" éthiques ? Jusqu'où peut-elle accepter le réalisme du compromis ?

Sur ces questions, des échanges sereins ont pu se dérouler lors de la rencontre nationale des mouvements non-violents à Bonnecombe, au début d'août 1986. Jean-Marie Muller, l'un des auteurs de La dissuasion civile, a justifié l'option prise, non seulement au nom du pragmatisme politique, mais en référence à la tradition non-violente la moins contestable. Ne soyons pas plus royalistes que le roi, ne soyons pas plus gandhiens que Gandhi, dit-il en substance... C'est le texte de son intervention à Bonnecombe, entièrement revu et réécrit, que nous publions ici.

NOTRE aîné à tous, Lanza del Vasto, nous proposa naguère ses "Principes et préceptes du retour à l'évidence". Lorsque nos débats commencent à se compliquer, rien n'est plus urgent que de retourner à quelques évidences. Je voudrais ici m'efforcer de débroussailler le chemin de ce retour.

Première évidence : une campagne d'action non-violente, pour être cohérente et efficace, doit reposer sur deux piliers : la *non-coopération* et le *programme constructif*. Cette évidence a sans cesse été rappelée par Gandhi : « Le corps de la non-violence, affirmait-il,

se disloque s'il n'y a pas une foi vivante au programme constructif. »

Or, n'avons-nous pas donné une trop grande priorité, aussi bien dans nos discours que dans nos engagements militants, à notre programme de *non-coopération*, par rapport à notre *programme constructif* ? N'avons-nous pas donné la première place à nos condamnations, dénonciations, protestations, objections, bref à tous nos refus ? N'avons-nous pas surtout dénoncé la course aux armements, la bombe atomique, les ventes d'armes, la militarisation de notre société et, plus large-

ment, toutes les aliénations, oppressions et répressions engendrées par la société capitaliste comme par la société communiste ? Certes, chacun de ces refus était justifié. J'y ai pris ma part et j'entends bien continuer à la prendre.

A mes yeux, ces refus ont même quelque chose de sacré, tant il est vrai que, pour autant que nous le pouvons, nous devons refuser notre coopération à tout ce qui pervertit l'humain dans l'homme. Mais, honnêtement, je crois que le bilan de nos refus ne nous permet pas un optimisme exagéré... Il faut reconnaître humblement que, depuis le temps que nous dénonçons la course aux armements, celle-ci n'a cessé de s'accélérer. Nous devons alors nous interroger sur notre propre impuissance face à la cohabitation des Etats nucléaires, qui continuent à faire ce que bon leur semble en nous ignorant dédaigneusement.

Une alternative aux méthodes militaires

Je pense que, si notre programme de non-coopération n'a pas eu prise sur les événements, c'est principalement parce que notre *programme constructif* n'a pas été à la mesure de nos refus.

A l'instar des pacifistes, n'avons-nous pas cru que nous étions quittes envers la violence de la guerre dès lors que nous avions dénoncé sa capacité criminelle ? N'avons-nous pas voulu voir dans la préparation de la guerre seulement l'*acceptation du meurtre*, refusant de voir qu'elle est parfois aussi volonté de se défendre contre l'oppression ? N'avons-nous pas oublié que la violence n'est pas toujours le fait de la "méchanceté" ou du "vice" de ceux qui n'ont pas acquis nos "vertus intérieures", mais qu'elle peut être, pour des hommes justes, une *méthode d'action* par laquelle ils s'efforcent honnêtement de combattre pour la justice ?

L'une des exigences de la non-violence est de refuser tout procès d'intention contre les *acteurs*, même quand nous estimons devoir dénoncer leur

action. Ne nous mêlons donc pas de changer l'*acteur* : le plus que nous puissions faire, c'est de changer l'*action*, en nous efforçant d'établir le dialogue avec l'*acteur*. Et si le dialogue s'avère impossible sur le changement de l'*action*, je doute fort qu'il soit possible sur le changement de l'*acteur*... Nombre de ceux qui croient encore à la nécessité de la violence – et je ne pense pas seulement aux décideurs politiques et militaires, mais aux femmes et aux hommes de la rue – estiment en toute sincérité que notre société n'a pas d'autres moyens à sa disposition pour défendre sa liberté face aux menaces totalitaires. Ne pensons pas qu'ils sont tous des "mécréants" : il se pourrait bien qu'ils n'aient aucune leçon de morale à recevoir de nous.

A ceux qui sont persuadés – notamment parce que l'Histoire semblerait le leur prouver – qu'il n'existe pas d'autre méthode d'*action* que la violence, devons-nous proposer en préalable une éthique de vie ? Devons-nous leur suggérer une "mutance" personnelle en mettant en valeur la nôtre ? ou devons-nous, avec eux, tenter d'imaginer d'autres méthodes d'*action*, en faisant le pari, précisément parce que nous croyons en l'homme, qu'il y a déjà en eux l'émergence des valeurs qui constituent le fondement de nos propres convictions ? Nous sommes mis au défi de trouver des alternatives aux méthodes militaires plutôt qu'aux valeurs militaires. De la "vertu" du militaire nous ne sommes pas juges ; c'est sa méthode d'*action* qui est toujours mauvaise.

Lorsque Simone Weil dénonce, pendant la seconde guerre mondiale, "l'erreur criminelle du pacifisme", alors qu'elle avait auparavant dénoncé l'erreur criminelle de la guerre, ce n'est évidemment pas par défaut de mutance personnelle. C'est probablement parce qu'elle ne connaît pas de méthodes non-violentes qui auraient pu être mises en œuvre pour résister au totalitarisme nazi.

Nul n'a rencontré LA non-violence

Nous éviterons de nombreux malentendus si nous évitons de parler de *LA* non-violence comme d'un *absolu* qui nous aurait été révélé mais qui demeurerait caché aux yeux des autres. Les *substantifs* sont toujours d'un maniement dangereux : utilisons-les avec beaucoup de précautions. Le plus souvent, il sera préférable de ne recourir qu'aux *qualificatifs*. Ainsi, qui peut affirmer avoir rencontré *LA* beauté ? Je peux certainement dire que j'ai rencontré de belles femmes qui m'ont ébloui, vu de beaux paysages qui m'ont ravi, visité de belles églises qui m'ont charmé, lu de beaux poèmes qui m'ont ému ; mais je n'ai jamais rencontré *LA* beauté... De même, *LA* non-violence, qui peut dire qu'elle existe parce qu'il l'a rencontrée ? Certes, il est légitime de tenter de définir un concept philosophique de la non-violence. Personnellement, cela m'intéresse au plus haut point. Cependant, il faudra rester prudent dans le maniement de ce concept et ne pas le mettre en avant à chaque instant. Le plus souvent, nous ferons mieux d'utiliser le qualificatif "non-violent" : il relativise la non-violence, en la reliant à la *réalité* des événements et de nos expériences. Nous pourrons parler d'*actions non-violentes*, de *méthodes non-violentes*, d'*attitudes non-violentes*, de *comportements non-violents*, qui seront chaque fois le reflet imparfait d'un absolu qui nous échappe et que nous n'atteindrons jamais. « Tant que nous ne serons pas de purs esprits, affirmait Gandhi, la non-violence parfaite sera aussi théorique que la ligne droite d'Euclide. » La non-violence n'existe pas à l'état pur. Prenons donc soin de ne pas mériter le reproche que Péguy faisait à Kant d'avoir les mains pures mais de n'avoir pas de mains.

Si nous préférons ainsi relativiser la non-violence plutôt que l'absolutiser, nous serons protégés de la tentation de nous ériger en détenteurs de l'Orthodoxie de la non-violence. Ne nous donnons pas la mission d'être les gardiens de la Révolution Non-vio-

lente comme d'autres sont les gardiens d'une autre révolution, dénonçant tout alentour l'hérésie des mécréants. N'enfermons pas *LA* non-violence dans un coffre-fort (ou, mieux encore, dans un tabernacle) en nous réservant l'usage exclusif de la clef. Bref, ne soyons pas des intégristes qui prétendrions être les dépositaires de la foi en *LA* non-violence, chargés de la défendre contre les païens...

Qui peut se prétendre non-violent ? Qui peut prétendre que l'autre ne l'est pas ?

D'aucuns évoquent l'évolution secrète par laquelle des personnes peuvent se transformer intérieurement et devenir ainsi capables d'agir en conformité avec les exigences profondes de la non-violence. Loin de moi l'idée de nier l'existence, l'importance, voire la nécessité, de cette évolution. Il me semble pourtant que le respect de ces mutations secrètes nous oblige précisément à garder le secret et à n'en point parler sur la place publique. Ayons l'humilité de reconnaître que nous sommes incapables de sonder les reins et les cœurs des autres. Dieu, s'il existe, si ça l'intéresse et s'il en a le temps – ce dont je doute – s'en occupe ; laissez-lui ce soin. Ne jugeons pas les autres comme s'il nous revenait de leur donner ou non l'autorisation de se référer à la non-violence lorsqu'ils agissent. Il serait prétentieux de faire de l'action non-violente notre domaine réservé et de ne concéder aux autres que la possibilité de faire des actions non-armées... Nous n'avons pas le monopole du "label de qualité" de l'action non-violente !

Reconnaître l'arbre à ses fruits

Si je ne peux pas juger l'acteur selon ses dispositions intérieures secrètes, je peux certainement juger l'action selon quelques critères qui me permettent de dire s'il s'agit ou non d'une action non-violente. La stratégie de l'action non-violente a ses propres exigences ; il importe de s'y conformer avec la plus grande rigueur possible. Pouvant ainsi juger l'action,

je pourrai mieux apprécier l'acteur. Car, si je dois renoncer à juger l'action à l'acteur, je peux, dans une certaine mesure, juger l'acteur à l'action. Cette évidence, je crains qu'elle soit méconnue par ceux qui voudraient juger la qualité non-violente de l'action à la qualité non-violente de l'acteur. Je vois là une perversion du jugement. Au demeurant, je ne fais que rejoindre ainsi la maxime écrite dans un livre, déjà ancien mais constamment réédité, selon laquelle "c'est au fruit que l'on reconnaît l'arbre" : « Il n'y a pas de bon arbre, écrit l'auteur qui cite un sage de Palestine, qui donne un mauvais fruit. Chaque arbre en effet se reconnaît à son propre fruit ; on ne cueille pas de figues sur des épines, on ne vendange pas non plus de raisin sur les ronces. » Or, précisément, le fruit de l'homme bon, c'est l'action juste pour la justice ; c'est donc à l'action juste pour la justice que je peux reconnaître l'homme bon. Quant à l'homme qui n'agit pas pour la justice, ne ressemble-t-il pas à l'arbre qui ne donne pas de fruit, c'est-à-dire à l'arbre mort ? Dans le même livre, se trouve racontée la parabole du figuier stérile et desséché : ce figuier ne portait pas de fruit, mais il avait pourtant des feuilles. Serait-il permis de voir dans ce figuier l'homme qui avoue toujours de bonnes intentions sans jamais se résoudre à l'action ?

Quant aux actions qui permettent de reconnaître l'homme juste, le même sage les précise de la manière la plus concrète : donner à manger à celui qui a faim, donner à boire à celui qui a soif, accueillir l'étranger, vêtir celui qui est nu, visiter le malade et le prisonnier. Aujourd'hui, il suffit de lire les journaux pour savoir qui a faim, qui a soif, qui est étranger, qui est nu, qui est malade et qui est prisonnier. Au-delà des gestes charitables individuels, qui restent nécessaires, c'est bien l'action politique collective qui s'impose pour rendre justice à ces femmes et à ces hommes opprimés.

Face à cette exigence d'agir pour la *libération des opprimés*, toutes nos considérations abstraites sur

les préalables (spirituels et autres) à l'action non-violente risquent fort de n'être que pieuse littérature. Le même texte montre clairement que les "justes" n'avaient satisfait à aucun préalable d'ordre religieux ou spirituel, puisqu'ils n'avaient nullement conscience qu'en agissant pour rendre justice aux opprimés, ils accomplissaient ainsi la loi des prophètes et obéissaient au commandement de Dieu... Si l'on en croit ce sage, c'est bien l'*action pour la justice* qui justifie les hommes, et non les exercices "spirituels" par lesquels ils prétendraient accroître leurs propres vertus.

La beauté de l'action non-violente

Pour autant, il ne s'agit pas de "réduire la non-violence à une technique d'action", selon une formule que certains affectionnent. Je puis témoigner que, pour ma part, la non-violence est d'abord la revendication d'un sens à mon existence personnelle et à notre histoire collective. Elle n'est pas *d'abord* la recherche d'une efficacité politique. La non-violence est mon espérance. Mais, ceci étant dit, le monde reste ce qu'il est, les guerres et les injustices ce qu'elles sont. Et c'est seulement par l'action que je peux espérer avoir prise sur la réalité des événements et introduire un peu de raison dans ce monde déraisonnable. Lorsque je recherche avec les autres les moyens concrets d'une stratégie, je me refuse à faire de mes choix philosophiques et éthiques personnels un *préalable* pour agir avec eux.

On me reproche parfois de ne pas assez parler des exigences éthiques de la non-violence. Je crois qu'il convient plutôt de parler des exigences non-violentes de l'éthique. Lorsque l'occasion s'en présente, je ne répugne nullement à le faire, car j'ai sur ce point des convictions profondément enracinées. Je n'ai pas hésité à interpeller les évêques nucléaires français lorsqu'ils ont justifié la dissuasion anti-cités, en me plaçant précisément sur le registre qui aurait dû être le leur, c'est-à-dire celui de l'éthique. Pour le reste, je suis enclin à ne pas

exagérer la vertu pédagogique des leçons de morale que nous administrons aux autres...

Tenons compte aussi d'une autre évidence : la révolution non-violente ne se fera pas par l'engagement des seuls militants non-violents. Nous sommes convaincus que la non-violence est l'avenir de l'homme et l'espérance du monde ; mais notre rôle essentiel est de mettre la non-violence à la portée de ceux qui ne partagent pas cette conviction. Ne passons pas notre temps à faire du prosélytisme militant pour que les autres viennent nous rejoindre dans nos mouvements ou dans nos réseaux. Il faut aller à la rencontre de ceux qui ne partagent pas notre credo, et non pas à leur recherche. J'avoue être étonné devant l'air dédaigneux, voire méprisant, que prennent certains militants non-violents lorsqu'ils croient avoir découvert une non-violence qui se réduirait à une "technique d'action". Comme s'il n'était d'aucune importance que, dans une lutte pour la justice, la technique d'action soit non-violente ou ne le soit pas ! Je trouve, au contraire, qu'il est déjà bien beau — au sens littéral de cette expression — que la technique d'action soit non-violente ! Cela mérite notre estime plutôt que notre dédain. Ne savons-nous pas d'expérience que l'action est la chose la plus difficile au monde, parce qu'elle bouscule notre tranquillité et notre confort ? Avouons que nous avons peur de l'action : il est plus difficile de s'engager que de nourrir de bonnes intentions en nous gardant bien de les mettre à l'épreuve des faits.

Je ne vois pas dans l'action non-violente une *réduction*, mais plutôt un *accroissement*, un élargissement. Car la non-violence ne prend sa véritable dimension que dans l'action. Le plus difficile, c'est de ne pas réduire la non-violence à de bons sentiments. A partir du moment où une femme, où un homme est déterminé(e) à s'engager dans une lutte pour la justice, ne s'est-elle(il) pas déjà ouvert(e) à cette transcendance à laquelle nous nous référons dans nos propres convictions ? Déjà, nous savions

bien que, tout en ayant recours à la violence, des femmes et des hommes de par le monde, hier, aujourd'hui et demain, ont donné, donnent et donneront leur vie pour que triomphe la justice. Pourquoi donc n'en serait-il plus de même lorsqu'ils ont recours à l'action non-violente ?

C'est en forgeant qu'on devient forgeron

Lanza del Vasto disait que « la non-violence est une manière d'agir qui découle d'une manière d'être ». Il me semble aussi vrai de dire que la non-violence est une manière d'être qui découle d'une manière d'agir. Historiquement, il ne fait aucun doute que c'est *en agissant* par le moyen des méthodes non-violentes que les gens ont découvert le véritable *sens* de la non-violence, non seulement pour leur lutte mais également pour eux-mêmes. Pour Gandhi, l'action directe non-violente donne à celui qui est faible le "sentiment d'être fort": « Il se sent fortifié par la lutte, reprend confiance et, sachant qu'il trouvera en lui-même le remède, cesse de nourrir l'esprit de vengeance et apprend à se montrer satisfait, si l'injustice à laquelle il veut remédier est réparée. »

J'irai même plus loin : je ne crois pas que l'on puisse être non-violent *avant* de s'engager dans l'action non-violente. C'est précisément en entrant dans l'action non-violente que l'on devient non-violent, de même que c'est en forgeant qu'on devient forgeron. Prétendre être non-violent sans agir, ne serait-ce pas comme prétendre être forgeron sans forger ? Il n'y a donc pas d'autre préalable à l'action non-violente que le choix de cette méthode. Sur ce sujet, Jacques de Bollardière s'exprimait ainsi : « Pour certains, la révolution non-violente suppose au préalable une conversion personnelle : avant de changer la société, se changer soi-même. Mais si nous attendons la conversion de tous pour promouvoir des changements sociaux, autant dire que nous ne les désirons pas vraiment, car il faudrait alors

attendre la fin du monde. Le seul préalable à l'action, c'est le refus de la violence. La lutte, ensuite, par son dynamisme même, peut conduire ceux qui la mènent à une conversion personnelle : en se comportant en hommes, ils retrouvent tout le sens de leur dignité, et ils laissent ouverte cette possibilité à leurs adversaires. »

D'aucuns disent craindre que ceux qui choisissent l'action non-violente pour sa seule efficacité y renoncent à la moindre difficulté. Cela est bien vite dit : lorsqu'une difficulté survient dans l'action, je doute fort que des considérations éthiques puissent suppléer aux défauts et aux carences de la stratégie ! D'autre part, il y a dans la stratégie de l'action non-violente elle-même suffisamment de ressources pour surmonter cette difficulté. Outre les raisons morales, il y a des raisons *stratégiques* pour s'en tenir à la méthode non-violente lorsque celle-ci subit un revers, voire un échec. L'échec de l'action non-violente n'est pas un argument suffisant pour justifier le recours à une violence qui risquerait de conduire à des échecs beaucoup plus graves. Au demeurant, Gandhi, lors de la campagne de désobéissance civile de 1930, estimait que la violence que risquerait d'engendrer un dérapage de l'action directe non-violente serait un moindre mal par rapport à la violence de la domination britannique. Tout partisan de la non-violence qu'il était, il préférerait voir les Indiens recourir à la violence plutôt que d'assister à leur esclavage.

Quand Gandhi parle "sagesse politique"

Lorsque nous citons Gandhi à l'appui de nos propres conceptions de la non-violence, il faut distinguer ses discours devant les membres de son Ashram et ses discours devant les membres du congrès de l'Inde, l'organisation politique que les Indiens avaient créée pour conquérir leur indépendance. On ne peut transposer directement les discours de Gandhi à son Ashram (dans lesquels il s'exprimait en effet sur le registre de la vie personnelle et communautaire) sur le

registre de ses discours au Congrès, où il exposait la stratégie qu'il proposait pour parvenir à l'indépendance.

En janvier 1942, devant le Comité du Congrès réuni à Wardha, Gandhi s'exprimait ainsi : « La non-violence m'est un credo, le souffle de ma vie. Mais je ne l'ai jamais présentée au Congrès comme un credo... Je la lui ai présentée comme une méthode politique destinée à résoudre des problèmes politiques. Il est possible que la méthode soit nouvelle, mais elle n'en perd pas pour cela son caractère politique. Je l'ai expérimentée pour la première fois en Afrique du Sud, après l'échec de tous les remèdes constitutionnels. Le problème était alors, exclusivement, l'existence politique des Indiens fixés en Afrique du Sud comme marchands ou colporteurs. C'était pour eux une question de vie et de mort, et ce fut en traitant ce problème que me vint cette méthode de non-violence. Les différentes mesures que je pris alors n'étaient pas l'œuvre d'un visionnaire ou d'un rêveur. Elles étaient l'œuvre d'un homme pratique aux prises avec des problèmes politiques pratiques. En tant que méthode politique, elle peut toujours être changée, modifiée, transformée, abandonnée même pour une autre. Si donc je vous dis de ne pas abandonner notre politique aujourd'hui, je parle sagesse politique. C'est de la perspicacité politique. Elle nous a servi dans le passé, elle nous a permis de couvrir bien des étapes vers l'indépendance, et c'est en tant que politicien que je vous suggère qu'envisager son abandon est une grave erreur. Si j'ai entraîné le Congrès derrière moi toutes ces années, c'est en ma qualité de politicien. Il ne serait vraiment pas juste de qualifier ma méthode de religieuse, parce qu'elle est nouvelle. » Ce texte me semble tout à fait essentiel.

Lorsqu'il s'adressait au congrès, Gandhi parlait *sagesse politique*. En d'autres temps et en d'autres lieux, il parlait *sagesse philosophique* ou *sagesse religieuse*. Nous devons prendre garde de ne pas mélanger les genres. Remarquons bien que, lorsqu'il évoque sa première expérience de l'action non-vio-

lente, Gandhi ne se réfère qu'à des considérations politiques et stratégiques et ne recourt à aucune considération éthique, spirituelle ou religieuse. Certes, Gandhi voudrait bien que la non-violence devienne pour tous un credo. Mais, parce qu'il a le réalisme de l'homme d'action, il n'en fait pas un préalable. Un autre texte permet également de comprendre sa démarche : « Le Congrès débuta avec un handicap en 1920. Bien peu croyaient dans le credo de la non-violence. Pour beaucoup c'était une politique. C'était inévitable. J'espérais que beaucoup l'accepteraient comme credo après l'avoir vu fonctionner comme politique. Certains l'acceptèrent, mais peu. » (C'est moi qui souligne.)

Convaincre ou contraindre

La question se pose alors de savoir si l'action non-violente – je dis bien *l'action non-violente* et non pas *LA non-violence* – doit viser à convaincre ou à contraindre. Est-ce un débat ou un combat ?

Pour pouvoir convaincre, il faut d'abord pouvoir dialoguer. Or, ce qui caractérise précisément une situation d'oppression, c'est l'impossibilité du dialogue entre l'opresseur et l'opprimé. Gandhi n'hésitait pas à affirmer, en 1922, que le dialogue entre l'Anglais et l'Indien était aussi impossible qu'entre le chat et la souris. « L'Anglais, écrivait-il, est généralement hautain ; il ne nous comprend pas ; il se considère comme un être supérieur. Il se croit au monde pour nous faire obéir. Il compte sur ses canons et sur ses forts pour se protéger. Il nous méprise. Il veut nous forcer à coopérer avec lui, c'est-à-dire à être ses esclaves. Il faut le vaincre lui aussi, non en pliant le genou devant lui, mais en nous tenant à distance, sans le haïr cependant et sans lui faire du mal. Le molester serait lâche. Si nous refusons tout simplement de nous considérer comme ses esclaves et de lui rendre hommage, nous aurons fait notre devoir. Une souris ne peut qu'éviter le chat. Elle ne peut négocier avec lui, tant qu'il n'a pas limé ses griffes et ses dents. » J'ajoute que, la nature féline étant ce qu'elle est, le chat se laissera difficilement convain-

cre qu'il lui faut, pour l'amour de la souris, limer ses griffes et ses dents ! Il ne le fera que contraint et forcé par l'union de toutes les souris qui auront su s'organiser en conséquence.

Le dialogue n'est possible qu'à partir du moment où l'action directe a créé un rapport de forces. Analysons, à cet égard, la campagne de désobéissance civile de 1930. Dans l'ultimatum qu'il envoie au vice-roi, le 2 mars, Gandhi affirme que « son ambition n'est rien moins que de convertir le peuple britannique par la non-violence, et ainsi de lui faire prendre conscience du tort qu'il a causé à l'Inde ». Voilà son ambition, j'allais dire son rêve. Mais il est bien obligé de reconnaître que, pour l'heure, « le problème n'est plus que celui de deux forces, où le raisonnement n'a plus de place. Même devant les arguments convaincants, la Grande-Bretagne défendra son commerce et ses intérêts par tous les moyens. Il faut donc que l'Inde forge elle-même la puissance qui la délivrera des bras de la mort. » Il précise au vice-roi que, si sa lettre n'interpelle pas sa conscience, il se verra contraint, à partir du 11 mars suivant, de violer les dispositions des lois sur le sel afin d'obtenir leur abrogation. Irwin, nullement convaincu par Gandhi, lui fera répondre qu'il regretterait que sa conduite « mette en danger la tranquillité publique ». Le 12 mars au matin, Gandhi commence sa fameuse « marche du sel ». Il parcourt 380 kilomètres en 24 jours. Arrivé au bord de la mer, il ramasse un peu de sel sur la plage. A partir de ce moment-là, il devenait un rebelle pour l'empire britannique. « L'honneur de l'Inde, affirma-t-il, a été symbolisé par une poignée de sel dans la main d'un homme de la non-violence. Le poing qui tient ce sel peut être brisé, mais ce sel ne sera pas rendu. »

La révolte pacifique s'étendit à tout le pays. Irwin dut remplir les prisons de plus de 60 000 « criminels politiques ». Gandhi lui-même fut arrêté le 5 mai. Juste après son emprisonnement, eurent lieu les événements de Dharasana – que Richard Attenborough montre dans son film sur Gandhi – au cours

desquels une répression féroce s'abattit sur les Indiens qui avaient décidé d'investir les dépôts de sel. Selon le biographe d'Irwin, « ceux qui eurent la responsabilité de l'exécution de ses ordres attestent que ses convictions religieuses renforçaient la rigueur de sa politique de répression... » Mais il existe un seuil de saturation des prisons, au-delà duquel un gouvernement ne peut plus gouverner en toute sécurité. « Du point de vue politique, note Louis Fischer dans sa *Vie du Mahatma Gandhi*, la situation était intenable pour Irwin. » Celui-ci préféra libérer Gandhi le 16 janvier 1931. Le 17 février, le leader indépendantiste rencontre le vice-roi pour amorcer enfin un dialogue devenu possible par l'action directe. Winston Churchill exprima sa révolte devant le « spectacle nauséabond et humiliant de cet ancien avocat, devenu fakir séditieux, gravissant à demi nu les marches du palais du vice-roi pour y négocier à égalité avec le représentant de l'empereur et roi. » Le 5 mai 1931 était signé le Pacte Gandhi-Irwin, qui marquait une étape décisive sur la route de l'indépendance de l'Inde.

Quand Jésus chasse les marchands du Temple

D'autres propos de Gandhi éclairent notre réflexion. Un journaliste anglais lui reprochait un jour d'être un homme politique, alors qu'il s'attendait à rencontrer un "saint". Plus précisément, il lui faisait grief d'"enseigner l'action directe", sous prétexte que celle-ci ne "travaille pas à l'union". Gandhi tiendra à répondre à son contradicteur dans un article de *La Jeune Inde* : « Rien n'a jamais été fait en ce monde qui ne soit dû à l'action directe. » Et, comme ce journaliste opposait l'*action* enseignée par Gandhi à l'*union* prêchée par le Christ, le Mahatma lui fit remarquer que « le Christ chassa les marchands et les changeurs du temple de Jérusalem et fit tomber sur les arrogants et les hypocrites les anathèmes du ciel ». Le Christ, conclut Gandhi, « était intensément partisan de l'action directe ». De fait, Jésus n'a pas convaincu les marchands du

temple de partir : il a dû bel et bien les *contraindre*. L'action directe par laquelle il le fit n'autorise évidemment pas les théologiens de la violence légitime à prétendre que le Christ était partisan de la violence... Nous devons y voir, au contraire, le modèle même de l'action non-violente qui, faute de pouvoir convaincre, s'efforce de contraindre.

Une force de contrainte

La pensée de Martin Luther King sur ce problème de la contrainte non-violente a évolué d'une manière extrêmement significative. En 1955, lorsqu'il devient, à 27 ans, le porte-parole des Noirs de Montgomery, le jeune pasteur King ignore tout des principes et des méthodes de la stratégie de l'action non-violente. Ses études de théologie à l'université de Boston l'ont préparé à prêcher dans les temples, mais pas à organiser des actions sur la place publique. Au début du boycott, King pense que les Noirs vont pouvoir convaincre rapidement les Blancs de la justesse de leur cause. « J'avais escompté, écrira-t-il plus tard, que les privilégiés allaient renoncer à leurs priviléges sur simple demande ! Cette espérance devait me servir de leçon. Je compris enfin que personne ne renonce à ses privilégiés sans opposer de résistance. » Ainsi, après l'échec des premières négociations, les dirigeants de la compagnie d'autobus se refusant à toute concession, King est bien obligé de reconnaître qu'il avait fait preuve d'"un optimisme que rien ne justifiait" et qu'il s'était "bercé d'illusions". Selon son biographe Lerone Bennett, il « avait cru que la vérité libérerait les hommes. (...) Il voyait maintenant avec consternation qu'il s'était trompé, qu'il ne s'agissait pas d'une question de logique mais de puissance. »

Ainsi, au contact de la réalité, l'idéalisme du jeune pasteur qui croyait que "la force d'aimer" était capable, à elle seule, de faire prévaloir la justice et la fraternité entre les hommes, va laisser place au réalisme de l'homme d'action qui découvre que seule la force de la contrainte permet de résou-

dre les conflits et de rétablir le droit. Plusieurs années après Montgomery, King affirmera : « Si l'Histoire a quelque chose à nous enseigner, c'est que le mal est par nature farouche et récalcitrant et qu'il ne lâche jamais volontairement prise sans livrer au préalable une résistance quasi fanatique. Il faut le contre-carrer constamment, lancer contre lui chaque jour et sans relâche les coups de bâlier de la justice. (...) Il serait fallacieux de s'imaginer que seuls le recours à l'éthique et la persuasion parviendront à faire régner la justice. Non pas qu'il soit inutile d'en appeler à la morale, mais il faut, en même temps, prendre appui sur une force de contrainte réelle. »

Gagner avec la non-violence

Lorsque j'ai rencontré César Chavez en 1972, je lui ai demandé si c'était par la persuasion qu'il avait convaincu les propriétaires terriens de négocier avec lui ou si c'était la pression sociale et économique exercée par le boycott du raisin qui les avait contraints de le faire. Sa réponse fut sans équivoque : « Si nous avons réussi, ce fut grâce à la pression. » « Quand nous nous adressons à un patron, m'a-t-il expliqué, il ne se convertit pas, car son cœur est trop attaché à l'argent, mais il accepte tout de même de traiter avec nous parce que c'est un bon business-man. Si vous l'interrogez, il vous dira : « Qu'est-ce que je pouvais faire d'autre ? Mon raisin ne se vendait pas ». J'ai également demandé à l'un des premiers collaborateurs de Chavez si l'action non-violente du syndicat des ouvriers agricoles avait pu « toucher le cœur » des propriétaires terriens. « Certainement, me dit-il, car le cœur des propriétaires, c'est leur portefeuille, et le boycott a pu effectivement toucher le portefeuille des propriétaires. »

Chavez se met en colère contre ceux qui mettent en avant la rhétorique hautement morale de la non-violence tout en se dispensant d'agir pour la justice : « Ce n'est pas cela la non-violence. Je suis

continuellement irrité par les gens qui vont et viennent comme s'ils marchaient sur des œufs. Je n'encaisse pas cela. Je leur en veux. Je ne peux pas les supporter. Les non-violents n'ont rien à voir avec les anges. Ce n'est pas parce que nous voulons sauver notre âme que nous sommes non-violents. Nous sommes non-violents parce que nous voulons obtenir la justice sociale pour les ouvriers. Si tout ce qui vous intéresse c'est d'être non-violent en étant préoccupé de votre salut, à un certain moment tout cela craque et vous vous dites : "Eh bien, qu'eux soient violents, pourvu que moi je sois non-violent." Ou bien, vous commencez à penser : "Peu importe si je perds la bataille, pourvu que moi je reste non-violent." C'est extrêmement important : vous devez être non-violent et vous devez gagner avec la non-violence. Qu'importe aux pauvres que l'on construise d'étranges philosophies de non-violence, si cela ne leur donne pas de pain. »

Il faut être deux pour dialoguer

Que retenir de tout cela ? Que, certainement, il vaut mieux convaincre que contraindre. Autant que faire se peut, nous devons donc nous efforcer d'instaurer un dialogue avec l'adversaire, afin de trouver le plus tôt possible une solution négociée au conflit. Cette volonté de dialogue avec l'autre est une des caractéristiques essentielles de l'action non-violente. Mais il ne faut pas rêver. Lorsque nous rêvons que nous parvenons à convaincre tous les oppresseurs de par le monde, restons assez lucides pour ne pas croire que nous *pensons* ! Ne confondons pas nos *visions* avec la *réalité*. Reconnaissions que, dans de très nombreuses situations (et tout particulièrement dans les situations d'oppression caractérisée), le dialogue n'est pas possible : pour dialoguer, il faut être deux. Hier, Marcos a refusé le dialogue avec le peuple philippin, comme aujourd'hui Pinochet avec le peuple chilien. Soyons modestes lorsque nous affirmons notre solidarité avec ceux qui vivent quotidiennement des conflits où, à chaque instant, la

répression risque de les détruire : ce serait les insulter que de leur tenir un discours sur la conversion de l'opresseur.

En Pologne, depuis le coup d'Etat du camarade Jaruzelski, aucun dialogue n'a pu s'instaurer entre le Parti communiste, qui a confisqué tous les pouvoirs, et la société civile. Là encore, la répression a été la seule réponse aux demandes exprimées par *Solidarnosc*. Après l'amnistie de septembre 1986, Lech Walesa constitua un Conseil provisoire de Solidarité, affirmant sa volonté d'agir légalement, au grand jour, pour parvenir à des négociations rétablissant la liberté d'association. Mais les dirigeants de Varsovie opposèrent leur mépris à cette offre de dialogue. Le porte-parole du gouvernement, M. Urban, déclara que ce conseil, composé "d'ennemis de l'Etat", n'était qu'une "structure illégale, semblable à celles qui ont été liquidées dans le passé." Le ministre de l'Intérieur, le général Kiszcak, affirma : « Il y a en Pologne des problèmes majeurs qui ne peuvent faire l'objet d'aucune discussion avec qui que ce soit, et toutes les activités mettant en danger l'ordre public seront étouffées dans l'œuf avec rigueur. » En réalité, seule l'organisation de la lutte non-violente établira la société civile dans un rapport de forces avec l'Etat qui lui permette de faire prévaloir les droits et les libertés des Polonais(es).

Il faut parler avec les généraux

Telles sont les quelques évidences qui ont inspiré les auteurs de *La dissuasion civile*. Nous avons voulu dialoguer avec ceux qui ont pour fonction de préparer (et, le cas échéant, de mettre en œuvre) la défense des acquis démocratiques de notre société face à une éventuelle menace totalitaire.

D'abord, nous nous sommes efforcés de préciser le *programme constructif* qui puisse proposer une alternative à la défense militaire : quelles méthodes de lutte et de résistance pourraient constituer une défense civile non-violente de notre société ? Pour

cela, nous ne sommes pas partis de l'idée abstraite d'une défense non-violente pour essayer ensuite de l'appliquer à la réalité. Nous sommes, au contraire, partis de la réalité pour nous efforcer de créer une dynamique, d'enclencher un *processus* qui permettent de mettre en œuvre progressivement une défense civile non-violente. A l'évidence, cette dynamique et ce processus n'auront aucune prise sur la réalité de notre société tant que la recherche d'une défense non-violente restera confinée dans le ghetto des militants non-violents. C'est donc une nécessité vitale d'obtenir une reconnaissance *institutionnelle* qui fasse de nous des "interlocuteurs valables", c'est-à-dire des partenaires dans la mise en œuvre d'une concertation démocratique sur les problèmes posés par la défense de notre démocratie.

La recherche d'un dialogue avec les militaires n'est pas une grande nouveauté. Il y a déjà quinze ans, un groupe de non-violents français avait tenté une telle démarche. Toutes les sensibilités de la mouvance non-violente y étaient représentées : Lanza del Vasto, Jacques de Bollardière, Jean Lasserre, Olivier Maurel, Jean Toulat, Jean Desbois, Albert Ratz, Jean-François Besson, Roger Moreau... Dans ses dialogues avec René Doumerc, interrogé sur ce qu'il ferait s'il était au pouvoir, Lanza répond : « Si j'étais au pouvoir, est-ce que je supprimerais tout de suite l'armée? Non! Pour la remplacer par des bavardages et laisser mon peuple sous l'esclavage d'un Hitler ou d'un Staline ? J'essaierais de limiter police et armée et de former des commandos non-violents. J'ôterais tout de suite la bombe, sûrement, mais je ne désarmerais pas d'un coup. Je développerais le sens de la défense non-violente. (...) C'est ce que nous essayons de faire avec le général de Bollardière et nos autres amis : il faut parler avec les généraux, les responsables militaires ». Malheureusement, notre démarche n'avait pas pu aboutir, et aucun responsable militaire n'avait accepté d'être associé à notre initiative. Finalement, les Orléanais s'étaient abstenus de signer le texte

que nous avions élaboré car, à partir du moment où il ne s'agissait plus que d'un document spécifiquement non-violent, nous estimions qu'il fallait y inclure une analyse politique qui précise davantage quelle société nous voulions défendre. Au fond, le seul reproche qu'on puisse nous faire aujourd'hui, c'est d'avoir réussi là où nous avions échoué hier !

Certains semblent craindre les pièges de ce dialogue institutionnel pour les militants non-violents : ils auraient plus à y perdre qu'à y gagner. Cette crainte m'est tout à fait étrangère. Le dialogue institutionnel me semble le passage obligé, incontournable, vers la prise en compte de nos propositions. Si nous refusons d'instruire un procès d'intention contre ceux qui croient à la nécessité de la violence pour défendre nos droits et nos libertés, nous pouvons instaurer un dialogue avec eux. Notre but n'est pas de les convertir d'emblée à la non-violence, mais de les amener à considérer les possibilités offertes par les méthodes, tactiques et stratégiques, de la défense civile non-violente. Mais, pour cela, il est trop clair que je ne dois pas sommer mes interlocuteurs de renoncer préalablement à toute idée de recourir à la violence ! Un tel dialogue est impossible si nous posons les problèmes en termes de "tout ou rien", et si nous n'acceptons pas que les autres considèrent la défense non-violente, non comme une *alternative*, mais comme un *complément*, un *recours* ou une *option*.

La force irrécupérable de la non-violence

Certes, pour nous, militants non-violents, la défense civile reste une *alternative*. Nos interlocuteurs ne sont évidemment pas dupes sur ce point. Mais à quoi servirait d'élaborer dans l'abstrait une alternative théorique alors que, pratiquement, il n'existe aucune probabilité de l'inscrire dans la réalité de notre société ? Certains voient dans cette complémentarité un compromis inacceptable. Ce qui serait inacceptable, c'est que, pour nous, la défense armée devienne un complément de la

défense civile ; mais il est parfaitement acceptable (plus que cela : il est hautement souhaitable) que, pour les militaires, la défense civile devienne un complément de la défense armée. Ainsi, chacun gardant ses convictions, ses analyses, ses jugements et ses priorités, il devient possible de faire en quelque sorte la carte du terrain sur lequel nous pouvons avancer ensemble.

On craint que nous nous fassions "récupérer", en dialoguant ainsi avec les militaires. D'abord, le meilleur moyen de ne pas se faire récupérer par les autres, c'est de bien se posséder soi-même. Pour le reste, un militant non-violent et un ministre de la Défense ne sont pas à armes égales. Le militant non-violent se trouve dans une telle situation de supériorité qu'il doit veiller à ne pas en profiter ! Pourquoi cette supériorité ? Parce qu'un militant non-violent peut convaincre un ministre de la Défense qu'il ne sera un bon ministre que s'il prête aux méthodes de la stratégie de l'action non-violente toute l'attention qu'elles méritent ; tandis qu'un ministre de la Défense ne peut évidemment pas prétendre convaincre un militant non-violent qu'il ne sera un bon citoyen que s'il prête attention au clinquant de la quincaillerie nucléaire !

Lorsque j'ai rencontré le ministre de la Défense pour négocier le contrat d'étude sur la dissuasion civile, je lui ai dit très clairement qu'il ne devait pas compter échanger ce contrat contre mon silence sur tout le mal que je continue forcément à penser de sa quincaillerie nucléaire. Il m'a répondu que cela faisait partie du débat démocratique. Il faut, en effet, que le débat démocratique s'instaure (car il n'a jamais vraiment existé) sur cette question tabou. Ce débat doit être mené par des moyens démocratiques, lesquels n'incluent pas, par exemple, la pose d'explosifs sous le bateau de militants non-violents, dont le seul tort est de vouloir que l'océan reste pacifique.. Mais, dès lors que des militaires démocrates acceptent un débat démocratique, il faudrait que nous croyions bien peu en la "force de la vérité"

pour avoir peur d'être "récupérés". Pourquoi mon interlocuteur, qui est doué de raison comme moi (Gandhi ne disait-il pas que « la raison est un autre nom de la non-violence » ?), ne comprendrait-il pas ce que la non-violence apporte de spécifique à la défense démocratique de la démocratie ?

On a reproché à *La dissuasion civile* de ne pas assez miser, en cas d'agression, sur la capacité de la non-violence à "convaincre" les militaires adverses de cesser leur occupation de notre pays. Ceux-là mêmes qui nous adressent ce reproche trouvent maintenant que nous misons trop sur la capacité de la non-violence à convaincre les militaires de notre propre pays, lesquels ont pour objectif de le défendre contre les risques d'agression. Je trouve cela paradoxal.

Avons-nous des ennemis ?

On nous a également reproché d'avoir pris une hypothèse de travail où nous désignons l'ennemi que nous aurions à "dissuader". En fait, ce reproche est double. A un premier niveau, on veut dire que le seul fait de parler d'"ennemis", même potentiels, serait contraire à l'esprit de la non-violence. Pourtant, quand l'Evangile nous invite à "aimer nos ennemis", il suppose bien que nous en avons ! Les moralistes chrétiens ont insisté sur l'amour, et bien peu sur le fait que les ennemis existent. L'une des exigences de la non-violence, c'est de reconnaître la réalité des conflits, et donc des ennemis. Si nous ne risquons aucun conflit, nous n'avons que des amis. Nous n'avons alors que l'amour à faire ensemble, et pas la guerre... A un deuxième niveau, on nous reproche d'avoir désigné l'URSS comme étant notre ennemi potentiel le moins improbable. Nous entrons alors dans un débat qui ne touche plus la non-violence comme telle, mais l'analyse des réalités internationales. Comment ne pas reconnaître comme ennemi potentiel de nos droits et de nos libertés, non point le *peuple russe*, mais le *régime soviétique* ? Certes, nous refusons de crier avec les loups.

Ne nourrissons pas l'obsession de ceux qui semblent frustrés de ne pas avoir déjà vu les chars soviétiques défiler sur la place de la Concorde, depuis le temps qu'ils annoncent leur venue ! Mais, sans affirmer qu'une agression soviétique est *probable* – pour ma part, je ne le pense pas –, nous ne pouvons pas ne pas reconnaître la menace *potentielle* que fait peser sur nos démocraties, même imparfaites, l'existence du régime totalitaire de Moscou. De plus, nous sommes mis au défi d'imaginer une solidarité agissante avec la lutte non-violente des peuples qui vivent sous le joug des régimes totalitaires. Car, pour défendre les valeurs de la démocratie, il ne s'agit pas seulement de se protéger soi-même contre le totalitarisme, il faut aussi le combattre là où il meurrit les femmes et les hommes. Et, là encore, les armes que la technologie industrielle nous offre ne nous sont d'aucun secours.

La beauté du compromis

Nous avons bien conscience que la publication du rapport sur la "dissuasion civile" n'apporte pas de réponse à tous les problèmes posés. Un très long chemin reste à parcourir ensemble pour que notre société prenne véritablement en compte les potentialités offertes par la stratégie de l'action non-violente. En réalisant cette étude, nous avons voulu ouvrir *une* porte qui nous était fermée jusque-là : celle du dialogue institutionnel. Je crois que nous l'avons entrouverte en faisant sauter le verrou qui la bloquait. Mais, ce faisant, j'ai l'intime conviction que nous n'avons fermé *aucune des autres portes* à travers lesquelles il faut continuer à avancer nos propositions. « C'est mon amour de la vérité, affirmait Gandhi, qui m'a fait comprendre la beauté du compromis. La beauté du compromis, c'est que le compromis d'aujourd'hui soit moins laid que le compromis d'hier. » Je veux croire qu'aucun d'entre nous n'est enclin à nous reprocher le compromis d'aujourd'hui, mais que chacun est déterminé à travailler avec nous à faire en sorte que le compromis de demain soit moins laid que celui d'aujourd'hui.

La Résistance finlandaise à la russification 1898-1905

Steven HUXLEY

*Parmi les exemples souvent cités dans les études sur la résistance civile figure le cas de la Finlande entre 1898 et 1905. On en trouvera une présentation succincte dans le dossier **Résistance civile et défense populaire non-violente** (dossier n° 2 de NVP, 20, rue du Dévidet, 45200 Montargis). Steven Huxley, Américain, après avoir étudié avec Gene Sharp, s'est consacré à une thèse sur la résistance finlandaise (thèse inédite à ce jour). Il nous donne ici une analyse des débats qui traversèrent les Finlandais à cette époque.*

EN 1898, le russe Nicholas Bobrikov, nationaliste à l'extrême, fut nommé gouverneur général du Grand Duché de Finlande. Il apporta avec lui un programme détaillé pour la russification administrative et (dans une moindre mesure) culturelle de la Finlande. Le Manifeste de la Législation Impériale de février 1899 marqua le début dramatique de ce programme. Dans ce manifeste, le tsar Nicholas II s'emparaît par un coup d'Etat de fait du pouvoir de décision sur la législation concernant l'Empire entier, permettant ainsi à la russification de s'effectuer sans l'obstacle des institutions légales finlandaises.

Cette menace sur l'autonomie culturelle et politique mit la société finlandaise sur la défensive. Dans

la situation d'une petite nation faisant face à un agresseur très supérieur, le peuple finlandais fut forcé de recourir à des moyens non militaires de défense et de les développer. Pour la plupart, les Finlandais étaient unis dans la volonté de résister. Cependant, le désaccord concernant la méthode, allié à des dissensions sociales et politiques internes, favorisa un débat intense et pluriel sur les meilleurs moyens de défendre la société finlandaise.

La Finlande pénétra dans le XX^e siècle par un changement radical. Pendant la période allant de la nomination de Bobrikov en 1898 à la grève générale de 1905, les Finlandais durent reconsidérer leur situation géopolitique et faire les premiers pas concrets à

la recherche d'une stratégie appropriée pour leur survie culturelle et politique. Pour la première fois, de plus larges parties de la population jouèrent un rôle significatif dans les événements politiques. Les expériences de cette époque eurent un effet décisif sur le développement politique de ceux qui devaient devenir les principaux législateurs et responsables politiques de la Finlande moderne indépendante – ainsi, par exemple, J.-K. Paasikivi.

Le statut spécial politique et culturel de la Finlande

En 1809, un an après avoir été séparée de la Suède, la Finlande obtint le statut de grand duché autonome au sein de l'empire russe. Cela servait les intérêts russes du moment d'encourager les Finlandais à s'accommoder de leur nouvelle situation. C'est pourquoi le tsar Alexandre I^e s'engagea à ce que tous ses successeurs soient tenus d'honorer son accord spécial avec les Finlandais et à maintenir leurs lois constitutionnelles.

Une tradition constitutionnelle était bien établie en Finlande avant l'annexion à la Russie. Etant donné que les Finlandais purent, pendant la plus grande partie du siècle, fonctionner avec un degré relativement élevé de liberté interne, ils purent cultiver cette tradition, élaborant ainsi une conception achevée de leur pays comme Etat constitutionnel autonome. Sur la base de cette tradition, les Finlandais considéraient la Constitution comme une forme de loi supérieure à la volonté du souverain. Il était clair pour eux que l'engagement d'Alexandre l'obligeait, lui et tous les futurs tsars, à obéir à la loi finlandaise.

La construction d'une identité constitutionnelle ne fut qu'un aspect du réveil national que vécurent les Finlandais durant le XIX^e siècle. Des penseurs tels que l'hégélien J.-W. Snellma, inspirèrent à des générations entières une nouvelle conscience de la

valeur et de la force de la langue et de la culture finlandaises. Significativement, beaucoup de membres de l'aristocratie de langue suédoise commencèrent à s'identifier à la nation finlandaise, adoptant la langue et des noms finlandais.

Ainsi, lorsque les nationalistes russes, à la fin du siècle, commencèrent à exiger une russification plus systématique des pays-frontières, les Finlandais mobilisèrent leurs impressionnantes réalisations politiques et culturelles comme bases d'une robuste idéologie de défense de la société. C'est sans aucun doute une raison importante du fait que, de tous les pays limitrophes de la Russie, la Finlande était probablement la moins susceptible de russification.

La résistance passive constitutionnelle

En réponse aux attaques contre leur autonomie sociale qui, en 1898, ouvrirent une période d'oppression, les Finlandais développèrent deux lignes principales de défense. D'une part un front constitutionnaliste pour la résistance passive fut formé par les partis libéraux Suédois et Jeune Finlandais ; d'autre part, le Parti Finlandais (ou Vieux Finlandais), développa une politique de soumission qu'il considérait comme la meilleure façon de sauver l'héritage national. Il y avait en fait une coopération très importante entre les ailes modérées de ces deux groupes, en dépit de l'hostilité entre les extrémistes des deux bords.

Le fondement de la résistance passive constitutionnelle était le refus de coopérer, d'obéir, de reconnaître tout acte injuste, illégal ou violent commis contre le peuple finlandais et ses lois. Par ce type de résistance, le peuple devait exercer un pouvoir social non-violent qui forcerait à la fin le gouvernant à accéder à ses exigences. Pour illustrer cela, les constitutionnalistes citaient le concept tolstoïen de servitude volontaire qui exprime l'idée que si un peuple ne fait pas savoir d'une façon vigoureuse et ferme ce qu'il pense être juste, s'il ne refuse pas de se soumettre,

alors il doit finalement ne s'en prendre qu'à lui-même pour l'oppression dont il souffre.

Beaucoup des constitutionnalistes déduisaient l'impératif moral de résister d'une vue selon laquelle l'ordre du monde est guidé par la Justice Suprême, dont le Droit est le représentant. La résistance était un devoir absolu car la soumission menait, selon leur conception, à l'anarchie. Par contre, lutter pour la justice purifie l'individu et renforce l'esprit national. Ils étaient convaincus que la justice et la raison finiraient par triompher de l'irrationalité et du mal parce que la justice est supérieure à la violence.

L'importance de l'aspect idéaliste de la vision du monde des constitutionnalistes ne doit pourtant pas être surestimée parce qu'il servait probablement à des fins de propagande et n'était pas toujours considéré comme essentiel. Plus important était que les constitutionnalistes pensaient qu'ils avaient une justification légale concrète pour résister puisque le tsar avait rompu l'accord qui l'obligeait à gouverner en accord avec la loi constitutionnelle finlandaise. En outre, l'action des résistants passifs à travers toute la période de russification montre clairement que leur notion abstraite de "justice" peut aussi être interprétée concrètement comme l'action qui préserve l'existence de la nation finlandaise.

Les résistants finlandais avaient une idée très large de l'étendue des méthodes de la résistance passive. L'éducation du peuple était perçue comme fondamentale pour la défense de la société. La protestation était un autre élément de base de la résistance passive. Toutefois, de nombreux résistants comprirent très rapidement qu'ils devaient aller au-delà des protestations, des appels, des allocutions et des discours et s'engager dans la non-coopération et la désobéissance civile. Les résistants voyaient dans la non-coopération politique la méthode la plus importante de la résistance passive. De plus, la non-coopération sociale et le boycott social étaient prônés pour être utilisés à la fois contre les Russes et contre

les Finlandais coopérants, bien qu'il y eût controverse sur l'application de tels moyens. Enfin, certains des penseurs de la résistance appellèrent à une non-coopération économique.

Rejet de l'idéologie constitutionnaliste

Durant la période Bobrikov, le constitutionnalisme offrit la base de l'idéologie de résistance la plus efficace et la plus conséquente. Il y eut toutefois d'autres cercles de résistance qui travaillèrent souvent en étroite coopération avec le front constitutionnaliste tout en rejetant son idéologie.

Pour atteindre leurs buts, les constitutionnalistes durent apporter leur soutien aux classes paysanne et ouvrière. Il apparaît cependant qu'une de leurs plus grandes erreurs fut de ne pas voir (ou de refuser de voir) ou de ne pas faire adéquatement, l'immense besoin de réforme sociale qui éloignait d'eux idéologiquement la classe ouvrière. Les leaders socialistes du mouvement ouvrier soulignaient que le système légal existant avait été créé par et pour la bourgeoisie. Ils contestaient et rejetaient l'idée constitutionnaliste du caractère sacré du système légal dans l'élaboration duquel la classe ouvrière n'était pour rien.

En dépit du désaccord idéologique entre le mouvement ouvrier socialiste et les constitutionnalistes, il y eut une coopération pratique importante entre les deux groupes. Le mouvement ouvrier fut dès le début contre la politique de russification du gouvernement russe. La résistance passive des constitutionnalistes, bien que rejetée idéologiquement, fournit à la classe ouvrière un fondement pour l'action. L'organisation de résistance des constitutionnalistes - appelée Kagal - apporta une contribution financière à toute activité antigouvernementale menée par des travailleurs. Avec les étudiants, les travailleurs effectuèrent une grande partie du travail d'agitation pour la résistance passive au niveau local. Beaucoup de

leaders socialistes travaillèrent directement pour Kagal et il y eut beaucoup d'endroits où la résistance passive trouva au sein de la population ouvrière un large soutien.

Une autre forme de résistance passive, inspirée par Tolstoï et différant fondamentalement de celles des constitutionnalistes, fut également défendue en Finlande durant l'ère Bobrikov. Au tournant du siècle, les idées de Tolstoï étaient bien connues dans les milieux cultivés finlandais et exerçaient une influence particulière parmi les artistes et les socialistes. La conception tolstoïenne de la résistance était fondée sur les enseignements du Christ, tels qu'ils s'expriment en particulier dans le Sermon sur la Montagne, et consistait en une renonciation complète à l'usage de la violence contre le mal. Il voyait dans la résistance non-violente au mal une arme extrêmement puissante et « une doctrine très dangereuse et terrible pour tout despotisme ». Tolstoï soulignait que la résistance ne pouvait pas être fondée sur la foi en un système de jurisprudence ou sur des principes légaux parce que tout système légal est toujours esclave de la violence structurelle d'Etat. Tolstoï rejettait également, fermement, le patriotisme comme motif de résistance. Il fit bien comprendre cela aux Finlandais.

Il y eut certains Finlandais, dont le célèbre écrivain Arvid Järnefelt, pour penser que la résistance tolstoïenne était appropriée aux conditions finlandaises ; ils avaient la vision élevée d'une nouvelle ère de non-violence chrétienne partant de la Finlande. Les résistants finlandais citaient dans leurs écrits la critique politique et sociale de Tolstoï et cherchaient à faire avancer leur cause en s'associant avec cette figure internationalement célèbre. Il est clair toutefois que, dès 1899, les constitutionnalistes finlandais - en dépit de contacts directs et fréquents avec Tolstoï - rejetaient les principes de base du tolstoïsme qui contredisaient leurs propres principes. Le tolstoïsme - la résistance tolstoïenne - en Finlande,

bien qu'influente, demeura seulement le rêve de quelques-uns.

L'organisation de la résistance

La première phase de la résistance passive débute avec un meeting national où fut rédigée une "Grande Requête Nationale" qui circula ensuite à travers tout le pays. Un nombre extraordinaire de Finlandais signèrent cette requête afin d'exprimer leur opposition à la violation de leur héritage constitutionnel. Une délégation de 500 hommes fut désignée pour aller présenter cette pétition au tsar. En outre, une requête pro-finlandaise, signée par plus d'un millier de scientifiques, artistes et écrivains parmi les plus distingués d'Europe, exigeant que soient respectés les droits constitutionnels finlandais, fut envoyée au tsar. Le tsar refusa de recevoir officiellement l'une et l'autre de ces requêtes.

A l'automne 1900, les plus importants idéologues de la résistance formèrent une organisation avec sept commissions sous la direction de Leopold Mechelin, défenseur et expert hautement qualifié du constitutionnalisme finlandais. L'action de ces "Commissions Mechelin" se réduisait essentiellement au travail de propagande. Elles avaient des liens internationaux étendus et publiaient des journaux sur la situation finlandaise dans les principales langues européennes. A l'intérieur, elles mirent sur pied une presse clandestine et réussirent à tourner la censure officielle grâce à une grande variété de publications résistantes (tracts, opuscules, feuilles de nouvelles) introduites en fraude de l'étranger.

Cette protestation et cette propagande ne détournèrent pas le tsar de ses plans. En juillet 1901, une nouvelle loi de conscription, anticonstitutionnelle, fut promulguée en vertu d'un décret impérial. L'exécution de cette loi aurait signifié l'incorporation de l'armée finlandaise dans l'armée russe. La première manifestation de large protestation contre

cette nouvelle violation de la constitution finlandaise fut la circulation d'une autre pétition de masse. Le tsar réagit avec emportement et contraint beaucoup de fonctionnaires qui avaient signé cette pétition à se démettre.

Les constitutionnalistes considéraient la résistance à la nouvelle loi de conscription comme essentielle si la lutte contre la russification devait réussir. Il était maintenant nécessaire de se lancer dans l'action directe, la non-coopération en plus de la propagande. Afin d'organiser de façon systématique la résistance, ses leaders créèrent une organisation clandestine efficace, avec son quartier général à Helsinki et des antennes à travers toute la Finlande. Cette organisation fut appelée par les Russes, par dérision, Kagal, d'après le nom d'un groupe de résistance juive.

Pour être rendue effective, la loi de conscription devait être annoncée dans les églises de Finlande par le clergé. C'est pourquoi Kagal consacra ses premiers efforts à convaincre le clergé de ne pas faire ces annonces. En maints endroits, les essais de proclamation de la nouvelle loi se heurtèrent à des manifestations, des boycotts et à des groupes chantant des hymnes qui couvraient la voix des prêtres.

Les résistants finlandais organisèrent des meetings à travers toute la Finlande dans lesquels les jeunes en âge d'être recensés étaient pressés de boycotter la conscription. Des militants voyageaient partout, expliquant les principes et les buts de la résistance passive et distribuant de la littérature de propagande dans toute la population. Au printemps 1902, une organisation de résistance propre aux femmes fut créée et utilisa le même réseau de communication que les autres groupes de résistance.

La résistance passive : trop radicale ou trop faible ?

La résistance passive fut critiquée de deux côtés. D'une part les vieux Finlandais, poursuivant leur

politique de soumission, critiquèrent la résistance passive comme trop directe, imprudente et naïve. A l'autre extrême, il y avait un groupe de résistants que les moyens de résistance passive impatientaient. Ils prônaient ce qu'ils appelaient l'activisme, c'est-à-dire la résistance violente organisée.

Les partisans de la politique de soumission cherchaient, tout en exprimant clairement leur opposition aux décrets impériaux illégaux, à éviter toute action qui pourrait agraver les relations entre le souverain et le peuple finlandais. Le programme de soumission était fondé sur l'examen le plus réaliste, selon ses partisans, des relations de la Finlande avec la Russie. Le plus éminent des vieux Finlandais, Y.-S. Yrjö-Koskinen, invita ses compatriotes à ne pas oublier que : « ... dans cette lutte, nous sommes, en dépit de nos droits, irrémédiablement les plus faibles et nous devons nous résigner à cette conciliation si nous ne voulons pas sacrifier le statut ou peut-être l'existence même de la nation finlandaise ».

Des facteurs religieux et de politique intérieure contribuèrent également à faire rejeter la résistance passive par les vieux Finlandais. Leurs dirigeants affirmaient que l'appel à l'unité de tous les Finlandais contre la russification, sans considération de langue, était une tentative de la minorité de langue suédoise pour recouvrer la position de pouvoir qu'elle avait progressivement perdue depuis que la Russie avait mis la main sur la Finlande. Les principaux évêques et prêtres adoptèrent également l'attitude de soumission. Ils prétendaient que les sujets n'avaient pas le droit de résister à la volonté de leur souverain ; un mauvais gouvernant était un châtiment pour les péchés du peuple et devait être enduré. La volonté de Dieu n'était pas, disaient-ils, du côté de la résistance.

Lorsque la répression russe s'intensifia, les idées de ceux qui défendaient la violence commencèrent à s'étendre. Ces hommes, observant le développement des activités révolutionnaires en Russie, pensèrent que l'addition de moyens violents à la résistance pas-

sive pourrait mener au succès dans la perspective d'une révolte à l'échelle de l'Empire contre l'oppression tsariste. En 1903, une branche des résistants décida de se séparer de la majorité des constitutionnalistes qui restèrent fidèles à la résistance passive, et formèrent un parti "activiste". Ces activistes prétendaient que la résistance passive aurait pu être efficace si elle avait été appliquée avec suffisamment de solidarité. Mais maintenant, disaient-ils, la justice ne pouvait être obtenue qu'en opposant la violence à la violence, en faisant prendre conscience au peuple de son droit à l'auto-défense active.

Les partisans de la soumission et les activistes s'accordaient sur un point : face à la violence employée pour mettre en œuvre le plan de russification, la résistance passive finlandaise ne pouvait pas être victorieuse.

Le choix des armes

Que fait un groupe, ou une nation, lorsqu'ils sont confrontés à une dictature ou à une agression externe ou interne et qu'ils ne disposent pas des moyens classiques de la défense militaire ? La réponse finlandaise à cette question ne fut pas isolée. Tout au long du XIX^e siècle, la résistance passive fut employée dans des luttes importantes, souvent constitutionnalistes et anti-absolutistes, par exemple en Allemagne en 1848 ou en Hongrie dans les années 1860 sous la direction de Ferenz Deak. Gandhi, juriste hindou d'éducation anglaise, devait par la suite reprendre cette tradition occidentale de la résistance passive et la transformer en une arme moderne de lutte pour l'indépendance et les droits civils. Dans tous ces conflits, les débats sur les moyens de résistance furent intenses, la résistance non-violente étant critiquée à la fois par les partisans de la soumission et par les avocats de la violence. En comparaison, les efforts finlandais pour trouver des moyens

appropriés à la défense culturelle et politique face à un agresseur prédominant apparaissent comme très variés.

La résistance passive démontra qu'elle était, à bien des égards, une arme très efficace. Elle exerça une grande menace sur la position de Bobrikov et fit obstacle définitivement à la mise en œuvre de la russification. Le boycott de la conscription réussit remarquablement bien pendant les années 1901-1904 (le recensement fut suspendu en 1905). Il en résulta que les troupes finlandaises ne furent pas incorporées dans l'armée russe et que les Finlandais ne furent pas contraints de participer à la guerre russo-japonaise. L'étendue de la résistance que les Finlandais opposèrent les mirent en position favorable pour présenter des revendications pendant la crise et la grève générale de 1905. La restauration officielle, en 1905, du statut d'avant Bobrikov fut une victoire pour les constitutionnalistes et mit fin, pour le moment, au besoin d'une résistance organisée.

En dépit de la victoire constitutionnaliste, c'est une conclusion répandue que la Finlande ne dut d'éviter sa destruction qu'à la crise profonde qui assaillit la Russie et qui fut provoquée par la guerre avec le Japon et par le développement considérable des dissensions internes. L'historien finlandais Tuomo Polvinen conclut que la poursuite par les Finlandais d'une désobéissance radicale aurait conduit à un désastreux affrontement. Polvinen soutient que, pour la défense du statut spécial de la Finlande, résistance et soumission ont été toutes deux des armes nécessaires. C'est sans aucun doute vrai ; les événements de l'ère Bobrikov ont convaincu beaucoup de Finlandais de la nécessité de maintenir un sage équilibre entre résistance et conciliation.

Traduction : Olivier FRESSARD

La Résistance civile des Druzes du Golan

R. SCOTT KENNEDY - Traduction et résumé : Philippe BECK

Les pages qui suivent sont le résumé, traduit pour la première fois en français, d'un long article paru dans le "Journal of Palestine Studies", Vol. XIII, n° 4 (été 1984). Cet article a ultérieurement été édité par "New Society Publishers", à Philadelphie, qui a aimablement autorisé la présente traduction parue dans la revue du Centre Martin Luther King (Lausanne) en septembre 1986 (1).

BIEN des gens n'ont "découvert" les Druzes qu'à l'occasion de la guerre du Liban, lors de l'occupation de ce pays par Israël, en juin 82. On connaît infiniment moins les Druzes des hauteurs syriennes du Golan, qui ont mené une campagne non-violente courageuse et efficace contre l'occupation israélienne de 1982. Dans une région et un conflit follement violents, les Druzes du Golan ont démontré l'efficacité de la non-violence comme méthode de lutte sociale à l'usage de civils désarmés, confrontés à des forces militaires et policières écrasantes.

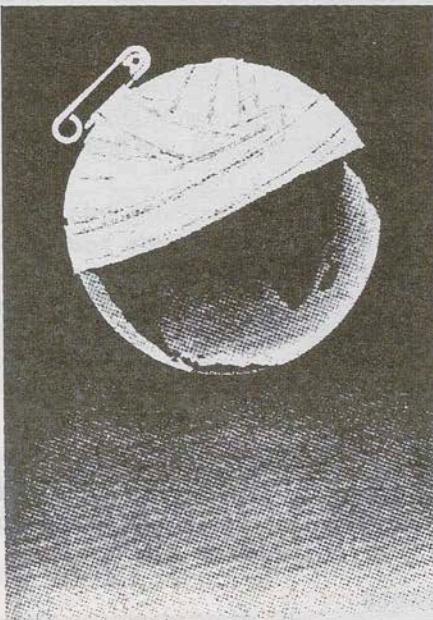
Les hauteurs du Golan se situent au coin Nord-Est d'Israël ; le Liban est au Nord-Ouest, la Syrie au

Nord et à l'Est, enfin la Jordanie au Sud. Durant la guerre israélo-arabe de 1967 et immédiatement après, la plupart des 110 000 Syriens du Golan s'enfuirent ou furent chassés de leurs villages. Parmi le peu qui restèrent, il y avait presque 13 000 Druzes, vivant dans une poignée de villages au pied du Mont Hermon, près des sources du Jourdain.

De l'occupation à l'annexion

Comme les autres territoires occupés (Cisjordanie, bande de Gaza et Jérusalem Est), le Golan a subi depuis 1967 un processus d'annexion incessant et systématique, en particulier économique, à l'Etat d'Israël.

Bien des Druzes travaillent à présent comme journaliers dans les usines et les établissements agricoles d'Israël du Nord. Les colonies juives dans le Golan se sont installées sur des terres confisquées à des Druzes et à d'autres Syriens partis. Plus grave, une des principales sources d'eau dans le Golan a été confisquée pour l'usage exclusif des colons juifs, et d'autres sources sont partiellement détournées à l'usage d'Israël.



Plus de dix ans durant, le Golan resta gelé dans son statut de pays militairement occupé. Suite aux accords de Camp David, les Israéliens se mirent à faire pression sur la Syrie pour qu'elle se joigne à cet effort de paix, sous peine de perdre définitivement les hauteurs du Golan. Les USA soutinrent tacitement cette manœuvre en "dé-priorisant", puis même en supprimant ce territoire de la liste des sujets de discussion pour les négociations sur les territoires occupés.

En 1979, les vigoureuses protestations internationales qui suivirent la loi transférant la capitale israélienne à Jérusalem apprirent aux cercles dirigeants qu'un processus d'assimilation *de facto* était bien préférable à une annexion formelle. Le gouvernement fit savoir qu'il autorisait les Druzes du Golan à demander la nationalité israélienne – avec la promesse implicite d'un traitement de faveur. Mais la plupart des Druzes y virent aussi un présage de l'annexion définitive du Golan occupé.

Selon l'avocat palestinien Jonathan Kuttab, "la politique israélienne visait à creuser un fossé entre les Druzes et les autres Musulmans". Politique qui avait assez bien réussi à l'intérieur d'Israël même, où les Druzes étaient fortement distingués des autres Arabes.

De 1979 à fin 1981, les Druzes du Golan furent donc enjoins d'accepter l'identification à Israël. La discussion s'intensifia à l'intérieur de la communauté druze. Des Druzes travaillant en Israël perdirent leur emploi ou subirent des tracasseries répétées parce qu'ils résistaient à ce changement d'identification. Mais l'opposition à Israël en sortit renforcée, et ceux qui acceptèrent la carte d'identité israélienne se virent souvent fuis par toute la communauté. On ne leur parlait plus, on évitait leur maison, on ne les invitait plus aux événements communautaires (mariages, enterrements...) ni aux rencontres religieuses. S'ils mouraient, on leur refusait les prières de la communauté. La pression sociale exercée fut si forte que presque tous renvoyèrent leur carte d'identité ! Ces repentants devaient se rétracter publiquement, ou faire du porte à porte pour s'excuser auprès de leur voisins, et contribuer financièrement au soutien des familles de résistants emprisonnés.

D'autres facteurs renforçèrent bien sûr la résistance druze : peur d'être incorporés dans l'armée israélienne, où ils finiraient par combattre leurs proches et co-religionnaires de Syrie ; sympathie politique pour la cause palestinienne et arabe ;

LES DRUZES

Les Druzes sont une population arabe distincte au Moyen-Orient. Leur doctrine s'est développée au XI^e siècle comme une dissidence de l'Isma'illiya, elle-même frange radicale de l'Islam Chi'ite. Par cette doctrine et sa mise en pratique, qui synthétise l'Islam avec diverses influences chrétiennes, hellénistes, néo-platoniciennes et autres, les Druzes n'ont eu que des relations réduites avec l'Islam. Certains membres de la secte contestent même son affiliation à l'Islam.

Des siècles de persécution, dues tant aux musulmans orthodoxes sunnites qu'aux Chi'ites plus mystiques, leur ont fait développer le concert de taqiya - camouflage - : les Druzes gardent leur identité religieuse secrète. Ce secret est renforcé par une interdiction de se marier hors la secte, par l'obligation d'être né Druze pour être Druze, et donc par le renoncement à tout prosélytisme.

Il y a aujourd'hui quelque 580 000 Druzes. La plupart vivent dans les régions montagneuses du Liban (le Chouf), de Syrie (les hauteurs du Golan) et d'Israël (le Mont Carmel). D'après Jamal Muadi, président du Comité d'Initiative Druze, il y a 50-60 000 Druzes dans les frontières de 1967 d'Israël, 300 000 au Liban, de petits groupes en Jordanie et... en Inde, enfin 27 000 aux USA.

Dans le jeu politique au Moyen-Orient, les Druzes se sont avérés une force indépendante, très homogène, politiquement flexible et pragmatique, et quelquefois militante – des attributs importants pour une secte religieuse minoritaire dans des pays hôtes parfois hostiles. En Israël, les Druzes furent incorporés à l'armée peu après la création de l'Etat juif, suite à un accord entre autorités israéliennes et leaders traditionnels druzes. Les soldats druzes ont la réputation de "durs" et servent souvent dans les unités frontières d'élite.

crainte d'être traités comme traîtres le jour où la Syrie recouvrerait le contrôle du Golan...

Quoi qu'il en soit, bien peu de Druzes profitèrent de l'offre israélienne d'identification. La politique d'incitation avait échoué.

S'écartant nettement de la pratique parlementaire, la coalition de Begin, qui dominait la Knesset (le parlement israélien), y fit passer de force la législation annexant formellement le Golan à Israël, le 14 décembre 1981, coupant court à tout débat et à toute opposition organisée. Cette annexion abrogeait la souveraineté syrienne sur la région, déniait à sa population son droit à l'auto-détermination, et défiait la politique américaine déclarée (sinon son soutien tacite aux actions israéliennes) ainsi que l'opinion mondiale quasi unanime.

L'annexion formellement réalisée, les Druzes n'avaient plus le choix : on les forçait à s'identifier à Israël. La décision de la Knesset serait appliquée par la force.

La résistance

Les Druzes firent appel auprès du gouvernement israélien. Une pétition lui demanda de revenir sur sa décision. Ils finirent par proclamer publiquement leur intention de ne coopérer à aucune tentative d'assimiler les Druzes à des citoyens israéliens, que ce soit de gré ou de force. "Nous ne combattions pas Israël", disaient-ils, "cela nous est impossible. Nous ne nous opposons pas aux intérêts de sécurité d'Israël. Israël peut nous faire ce qu'il veut : confisquer nos terres, nous tuer – mais il ne peut pas nous dire qui nous sommes. Il ne peut pas changer notre identité."

Les salariés druzes boycottèrent leur travail, paralytant l'industrie du Nord d'Israël pour plusieurs semaines. Beaucoup perdirent leur place. Neuf chefs de villages, supposés être des leaders, furent placés en détention administrative (emprisonnement sans jugement).

Les Israéliens avaient beau fabriquer des rapports de presse prétendant que les Druzes avaient abandonné toute résistance, de fait ils étaient confrontés à une résistance non-violente étonnante :

– Les villages furent coupés les uns des autres par des soldats armés. Quand un village tombait à court de vivres, les villageois se rendaient en masse au village voisin, submergeant par leur seul nombre les soldats postés là pour les empêcher.

– Pour rentrer leurs récoltes, jeunes et vieux violaient le couvre-feu. L'arrestation des aînés fit croître la résolution des villageois. Quand quelques enfants furent arrêtés et ramenés chez eux en hélicoptère, beaucoup d'autres s'empressèrent de sortir dans les champs, espérant un baptême de l'air gratuit !

– Il arriva qu'un énorme groupe de villageois se massa sur la place principale. Un officiel israélien, survolant la foule en hélicoptère, ordonna aux soldats de tirer sur ces gens pour les disperser. Les soldats refusèrent cet ordre.

– Des groupes de femmes entourèrent des soldats israéliens, leur arrachèrent des mains au moins seize armes, et les tendirent aux officiers présents en leur demandant qu'on cesse d'utiliser des armes. D'autres fois, ces armes furent échangées contre la libération de Druzes incarcérés.

– Une diversion permit de coincer quelques soldats dans une étable. Les villageois en amenèrent les clés à l'officier commandant, lui dirent où ses hommes étaient enfermés, et lui suggérèrent de les libérer et de les renvoyer chez eux.

– Un village profita d'une grève qui gardait chacun à domicile pour mener à bien un projet de construction d'égouts. Depuis des années, les autorités israéliennes leur refusaient autorisations et fonds nécessaires. Cette "grève à l'envers" permit de creuser les tranchées et d'installer les canalisations.

– Les villageois commencèrent à développer des structures économiques coopératives, par exemple en décidant que les récoltes seraient partagées entre tous, ou en montant leurs propres écoles.

La répression et la guerre

Les négociations entre leaders villageois et gouvernement israélien traînaient en longueur. Au bout de quatre mois, enfin, Israël prétendit suspendre ses efforts d'assimilation des Druzes à la nationalité israélienne. On fit croire aux Druzes qu'on les laisserait tranquilles dès le 1^{er} avril 1982. Mais, au contraire, les Israéliens passèrent alors de la pression à la complète répression. 14 à 15 000 soldats quadrillèrent la région. Les écoles furent réquisitionnées comme camps militaires. Les hauteurs du Golan furent complètement coupées d'Israël comme des autres pays. On en refusa l'accès à la presse israélienne, à des observateurs internationaux. Israël imposa un état de siège qui devait durer 43 jours. L'eau et l'électricité furent coupées aux villages. Plusieurs maisons furent détruites. Neuf personnes furent blessées alors qu'on dispersait une manifestation. Au moins deux personnes moururent parce qu'on refusa de laisser des ambulances les transporter jusqu'aux hôpitaux voisins. On compta jusqu'à 150 arrestations par jour. Quarante personnes reçurent des condamnations à 4 ou 5 mois de prison, la plupart des personnes arrêtées étant frappées d'amendes pour ne pas posséder de papier d'identification.

Les troupes allèrent de porte à porte, forcèrent l'entrée, confisquèrent les papiers d'identité du temps de l'administration syrienne et laissèrent à la

place des papiers israéliens. Le matin suivant, la place de plusieurs villages était couverte de cartes d'identité israéliennes.

En partie grâce à la résistance déterminée des Druzes du Golan, en partie grâce à l'intervention de Druzes de l'intérieur d'Israël en leur faveur, le gouvernement israélien finit par se laisser flétrir et leva le siège. On retira la troupe, on supprima les contrôles, on laissa les Druzes seuls face à eux-mêmes : les grèves perdirent de leur efficacité. A un niveau réduit, elles se poursuivirent quand même, jusqu'à l'invasion du Liban par Israël en juin 1982. Les Druzes adoptèrent alors d'abord une attitude expectative, puis ils acceptèrent de suspendre la grève, le 19 juillet 1982, les leaders druzes de Galilée ayant affirmé que le gouvernement israélien négocierait avec les Druzes sur leurs exigences. Selon le journal palestinien *Al-Fajr*, "le consensus populaire en juillet 1982 était d'accepter la formule de compromis israélienne proposée par le gadi (juge) druze de Galilée, établissant que le gouvernement israélien ne toucherait plus aux droits fondamentaux sur les civils, l'eau et la terre, et n'imposerait pas le service militaire aux jeunes gens". On promit aux résidents du Golan que leur carte d'identité serait spécialement imprimée pour répondre à leurs exigences, que sous la rubrique "nationalité" on indiquerait "Arabe" plutôt que "Druze". Mais cet arrangement tourna court, le gouvernement israélien n'y ayant pas donné suite. D'autres conditions furent refusées, notamment : l'exigence de respecter la propriété des terres ; celle de ne pas toucher aux sources ; le maintien de ponts ouverts avec la Syrie, et le droit de vendre les produits locaux en Syrie. Si les résidents du Golan furent exemptés de l'impôt sur le revenu et de la TVA que payent les Israéliens, ils furent forcés de payer un impôt de guerre spécial, intitulé "Paix pour la Galilée", destiné à couvrir les frais de l'invasion du Liban !

Rien n'est réglé

Difficile d'évaluer comment aurait fini cette résistance sans la guerre du Liban. Bien des Druzes estiment que cette guerre, en détournant l'attention de la presse et du gouvernement israélien vers des soucis jugés plus graves et plus urgents, ôtait toute efficacité à leur lutte.

Cependant, les Druzes maintiennent toujours une certaine résistance. Nombre d'entre eux poursuivent tout simplement leur existence, sans papiers d'identité. Une attitude très courageuse, Israël ayant coutume de poursuivre, emprisonner voire déporter les Arabes ne possédant pas de papiers d'identité.

D'autres formes de résistance ont continué. Cinq Druzes, arrêtés alors qu'ils se déplaçaient sans carte d'identité, furent emmenés pour y être jugés dans un tribunal local tenu par les autorités d'occupation. Le village tout entier se pressa au tribunal, tous exigeant d'être également jugés. "Non, disaient-ils, nous ne manifestons pas ; nous venons simplement nous rendre, parce que nous aussi nous sommes coupables".

Malgré les allégations mensongères du *Jérusalem Post*, l'ostracisme culturel et religieux contre les Druzes collaborateurs n'a jamais cessé. Le 23 septembre 1983, une semaine après la mort de Kamal Kanj Abu Saleh, chef spirituel des Druzes du Golan et l'un des leaders de la grève, emprisonné en 1982, une procession funéraire se transforma en manifestation où quelque 15 000 Syriens et 20 000 Druzes du Golan ou sympathisants se rencontrèrent sur la ligne de cessez-le-feu.

On peut se demander les raisons qui ont permis l'efficacité de la résistance Druze. Voici apparemment les principales :

– L'identité collective druze, d'une force peu commune.

- La taille réduite de la région en lutte.
- La position très particulière des Druzes d'Israël, participant activement à l'armée israélienne : alors que se préparait l'invasion du Liban, les autorités israéliennes devaient les ménager.
- Le soutien actif d'un secteur de la société israélienne, numériquement faible mais très bruyant, au nom des Droits de l'Homme.
- La modestie des exigences druzes : ils ne demandaient pas la fin de l'occupation israélienne, mais simplement le retour au *statu quo ante*.

La résistance n'a jamais réellement dépendu de leaders : la détermination venait directement du fort sentiment d'affiliation religieuse et culturelle des Druzes. Les décisions étaient prises collectivement : à cinq reprises, 2 500 personnes se rassemblèrent pour prendre ensemble des décisions importantes !

Notons enfin le soutien apporté à la résistance par bien des soldats envoyés pour la briser. Des villageois défiaient un strict couvre-feu les confinant à domicile, pour déposer du thé et des biscuits devant leur porte à l'intention des soldats israéliens. ce qui

leur permettait d'engager la conversation – en hébreu, langue qu'on les avait forcés d'apprendre à l'école –. L'armée israélienne est largement motivée par la sécurité nationale et la peur de chaque soldat pour sa vie ; voyant qu'on ne les menaçait nullement et que la sécurité d'Israël n'était pas en cause, les soldats se mettaient à douter de leur mission... Dans plusieurs rapports, le commandement militaire s'est plaint que la situation au Golan "démolissait" certains de ses meilleurs soldats.

Difficile de s'empêcher de penser que, peut-être, la résistance non-violente serait une stratégie intéressante pour l'ensemble du mouvement palestinien... (2).

(1) La brochure originale ("Nonviolent Struggle in the Middle East") peut être commandée chez New Society Publishers, 4722 Baltimore Avenue, Philadelphia, PA 19143, USA, au prix de 4.45 US dollars.

(2) La brochure d'où nous tirons cet article comprend un deuxième papier, intitulé "Nonviolent Resistance : A Strategy for the Occupied Territories" (de Mubarak E. Awad), justement consacré à cette possible stratégie de rechange. Il a été publié dans le n° 55 d'ANV.

Nous avons lu...

Jacques GAILLOT

Ils m'ont donné tant de bonheur

Desclée de Brouwer, 1986

56 pages, 78 F

Les lecteurs d'ANV n'ont guère besoin qu'on leur présente Jacques Gaillot, l'évêque d'Evreux, celui qui a pris parti contre la dissuasion nucléaire, soutenu les objecteurs, signé "la paix autrement"... Mais peut-être se demandent-ils par quel chemin un évêque en vient à des gestes de ce genre. Ce livre répondra à leurs questions. En termes simples, Jacques Gaillot y exprime sa foi en un Christ libre et libérateur. Il raconte comment il a été amené à prendre position sur la paix, la non-violence, le racisme, l'école. Peu de théorie, dans tout cela. Simplement, l'histoire d'une fidélité aux événements, aux rencontres, à ce que lui inspire l'Evangile. Les lecteurs chrétiens découvriront que les vues de l'évêque d'Evreux sur la vie de l'Eglise et sur son avenir savent, elles aussi, être "prophétiques".

Carlos de SA REGO,
Fabrizio TONELLO

La guerre des étoiles.

La Découverte, 1986, 128 pages.

Depuis un an, de nombreux ou-

vrages sont parus sur la guerre des étoiles. Celui-ci a le grand avantage d'être bref, clair, pédagogique. Même les non spécialistes pourront ainsi se familiariser avec les données d'un débat qui va déterminer pour de nombreuses années l'évolution de la course aux armements et des relations Est-Ouest. A recommander vivement.

Alain Joxe

Tribulations du "garde-paix"

Cahiers d'études stratégiques
n° 10, CIRPES (54, bd Raspail,
75006 Paris).

Le "garde-paix", c'est le missile baptisé "Peace-keeper" par le président Reagan, le fameux MX. Encore un livre sur une pièce de quincaillerie nucléaire, dira-t-on. Erreur ! L'intérêt de cette étude, c'est de montrer, sur un exemple précis, comment la technologie dicte ses orientations à la stratégie, et non l'inverse. Sa lecture, ardue, exige une certaine habitude des débats d'experts stratégiques ; mais la démonstration est rigoureuse. Il s'en dégage des conclusions peu réjouissantes sur la possibilité de contrôler la course technologique.

Cahiers de Damoclès

Guide des forces nucléaires françaises

Est-il possible, sans violer aucun "secret défense" de répertorier toutes les activités concernant le nucléaire militaire en France ? C'est le défi qu'a relevé avec succès le Centre de Documentation sur la Paix et les Conflits de Lyon. Une brochure de 50 pages, fruit d'un travail patient et précis, présente les activités de 131 installations liées aux forces nucléaires : bases navales et aériennes, sites de missiles, centres de transmission et de soutien, lieux de recherche et de fabrication.

La question reste de savoir quel "usage" les militants pour le désarmement nucléaire pourront faire de ce précieux outil d'information. Mais il est important, déjà, que chacun puisse savoir ce qui se passe près de chez soi...

A commander pour 35 F (Fco) à :

CDRPC, BP 1027,
69201 LYON Cédex 01

Christian Mellon

SAMIZDAT 86

La brochure qui rassemble les documents sur le "groupe de Moscou" et qui a été présentée dans le dossier URSS d'ANV (n° 61) est disponible non seulement à la Commission Est du CODENE, mais aussi chez IDEO, 99, rue de Couronnes, 75020 PARIS.

Financer la "Détente par le bas"

L'article de Bernard DREANO, dans notre dernier numéro, faisait le point sur les rapports entre mouvements de paix de l'Ouest et mouvements indépendants de l'Est. Pour faire avancer cette "détente par le bas", la commission Est du CODENE entretient, depuis plus de trois ans, des contacts avec des groupes de Tchécoslovaquie (Charte 77), RDA, Pologne (Liberté et Paix), URSS. Pour financer ses activités (voyages, éditions de brochures, divers soutiens matériels), la Commission Est lance une **souscription**.

Pour financer la "détente par le bas", envoyez ce que vous pouvez à :

CODENE Commission Est
23, rue Sergent-Bobillot - 92000 NANTERRE
en libellant le chèque à l'ordre de J. Berthelet.

Merci !

LA FORGE

Un week-end de réflexion sur les alternatives de défense aura lieu les 7 et 8 mars 1987 au Centre La Forge. Y seront représentés et débattus les modèles de "techno-guerilla" et de "dissuasion civile". Avec la participation de l'I.R.N.C. (Institut de Recherche sur la Résolution Non-violente des Conflits) et du G.I.R.P.E.S. (Groupe Interdisciplinaire de Recherche sur la Paix et d'Etudes Stratégiques).

Inscriptions : La Forge - 10, rue de Paris
Longpont, 91310 MONTLHERY
T.(1) 69 01 99 81

LE JEU DE LA FRANCE PLURIELLE

Un jeu de société pas comme les autres ! "Hexagone" est diffusé par le CCFD pour contribuer à une meilleure connaissance des multiples nationalités, cultures, coutumes, opinions et religions qui composent la France. Une manière originale de s'amuser au "monopoly des métissages".

A commander pour 149 F (plus 14,90 F de port) à : CCFD, 4, rue Jean-Lantier, 75001 Paris.

Non-violence actualité

Pour compléter ce dossier sur l'Amérique du Sud, on lira avec intérêt l'entretien accordé par Pierre DUBOIS au mensuel du MAN, *Non-violence actualité*. Pierre Dubois est un prêtre français, récemment expulsé par le régime Pinochet, et qui a vu de près la résistance populaire dans la banlieue de Santiago.

Le numéro : 15 F.

A commander à : 20, rue du Dévidet,
45200 MONTARGIS.

Campagne d'opposition aux ventes d'armes

Plusieurs mouvements de paix et associations tiers-mondistes ont lancé une campagne pour soulever à nouveau le problème des ventes d'armes françaises, notamment aux pays les plus pauvres. Cette campagne devrait culminer en juin 1987, au moment des "salons" du Bourget et de Satory.

Contacter : COVA, 18, rue Victor-Massé, 75009 Paris.

Au rayon des antiquités...

A ceux qui ont un intérêt pour l'Histoire des idées sur la paix, signalons la récente réédition, en fac-similé, d'un important texte vieux de 300 ans : le "projet pour rendre la paix solide et durable", de William PENN. Cette version française du texte du célèbre Quaker, fondateur de la "Pennsylvanie", est précédé d'une notice bibliographique.

A commander pour 55 F à :

William Sessions Ltd, Ebor Press, YORK Y03 9HS, Grande-Bretagne

L'IRNC communique :**ACTES DU COLLOQUE DE STRASBOURG**

Les actes du Colloque tenu à Strasbourg en novembre 1985 sur "les stratégies civiles de défense" (voir ANV n° 59, p. 51) sont sous presse. Enfin ! diront les souscripteurs qui attendent la sortie depuis des mois. L'IRNC présente ses excuses pour ce retard.

Voici le contenu de cet ouvrage :

1. Eléments d'une dissuasion non-violente

Jean-Marie MULLER (IRNC), *L'état de la question*

Johan NIEZING (Bruxelles), *Mettre l'utopie en modèle*

Théodor EBERT (Berlin), *Eléments d'une stratégie de défense civile*.

Gene SHARP (Harvard), *Deux formes de dissuasion par défense à base civile*

Jean VAN LIERDE (Bruxelles), *Comment l'organisation des réseaux associatifs et institutionnels renforce la dissuasion civile*

Christian MELLON (IRNC), *Evaluation de la crédibilité de la dissuasion civile*

2. Conditions socio-politiques d'une résistance civile

Jacques SEMELIN (IRNC), *Les rapports occupants/occupés*

Jan ZIELONKA, *La stratégie non-violente de Solidarnosc*

Gonzalo ARIAS (Assemblée non-violente d'Andalousie), *Le rôle des pouvoirs publics dans une stratégie de résistance civile*.

3. Comment avancer vers la mise en œuvre d'une défense civile non-violente ?

Lennart BERGFELT (Uppsala), *La voie de la réalisation : la défense civile comme complément ?*

Michael RANDLE (Bradford, Alternative Defence Commission), *Quelques aspects du débat sur la défense civile en Grande-Bretagne*.

Alex SCHMID (Leiden, Pays-Bas), *Quand les Russes arrivent... La défense civile et la puissance militaire soviétique*.

Hilke TROMP (Groningen, Pays-Bas), *Nouveaux points de vue sur le défense sociale*

Adam ROBERTS (Oxford), *La défense territoriale dans les années 80*.

Wilhelm NOLTE (RFA), *La protection autonome, un moyen d'éviter l'anéantissement*.

4. Table ronde : Quelles perspectives de transarmement sont actuellement réalisables en France ?

Passer commande dès maintenant :

MAN - SAINT-ETIENNE, 15, rue Neyron, 42000 ST-ETIENNE
en joignant un chèque de 80 F.

JACQUES DE BOLLARDIÈRE, COMPAGNON DE TOUTES LES LIBÉRATIONS

Le numéro IV des dossiers de *Non-Violence Actualité* est entièrement consacré à Jacques de Bollardière, Compagnon de la Libération et membre fondateur du mouvement pour une Alternative Non-violente (MAN).

Les auteurs, Guy Boubault, Benoît Guaichard et Jean-Marie Muller, ont rassemblé de nombreux documents qui ont marqué chacune des étapes de l'itinéraire exceptionnel de Jacques de Bollardière.

100 photos, 110 documents, pour la plupart inédits, font de cet ouvrage de 155 pages un véritable "documentaire visuel".

De nombreuses lettres et documents concernent la prise de position de Jacques de Bollardière contre la torture, en 1956. Le geste de rupture du général de Bollardière, restitué dans son contexte précis, prend toute sa dimension et toute sa signification. Outre les documents qui éclairent divers épisodes de notre Histoire, la publication de nombreuses coupures de presse et d'extraits d'entretiens parus dans de multiples journaux et revues témoigne des différents combats pour la justice et la liberté menés par Jacques de Bollardière dans la deuxième période de sa vie. Une présentation chronologique de ses engagements permet de mieux comprendre la profonde unité de sa vie, au-delà de son apparence discontinue.

A commander à : N.V.A, 20, rue du Dévidet,
45200 MONTARGIS. Tél. 38.93.67.22
Prix : 60 F (+ 10 F de port).

**Abonnez-vous,
Abonnez vos amis**

BULLETIN D'ABONNEMENT

à envoyer à : A.N.V.

16, rue Paul-Appell
42000 SAINT-ETIENNE

Nom : Prénom :

Adresse :

.....

.....

Je souscris un abonnement d'un an (4 numéros), à partir du numéro

Je commande tracts de présentation de la revue (gratuits).

Tarif minimum : 110 F

étranger : 140 F

soutien : 165 F

* Pour maintenir un tarif minimum assez bas, nous invitons tous ceux qui en ont les moyens à s'abonner au tarif de soutien : c'est une forme de péréquation entre nos lecteurs. Merci.

Je commande les numéros suivants :

Je verse donc la somme de F
par chèque à l'ordre de

ANV – CCP 2915-21 U LYON

Voici les noms et adresses de personnes qui pourraient être intéressées par A.N.V. :

Voici l'adresse d'une librairie qui accepterait peut-être de vendre régulièrement A.N.V. :

Vous pouvez encore vous procurez les numéros suivants :

N° 36 : CHRISTIANISME ET VIOLENCES
Dossier René GIRARD (15F)

La doctrine de la guerre juste - Positions chrétiennes face à la violence. Table Ronde avec René GIRARD : le Christianisme est-il seulement refus de la violence ou bien invite-t-il positivement à la non-violence ?

N° 38 : VIOLENCES BANALES (15 F)

La guerre commence-t-elle à la fessée ? Violences de la rue, de l'usine, de l'habitat... Comment ritualiser notre agressivité ? Un dialogue entre Michel BOSQUET et Serge JULY.

N° 39 : LA DÉFENSE CIVILE EN QUESTION (15 F)

Défense civile : protéger les populations en cas de guerre ? Ou bien rendre aux civils le soin de leur défense ?
Un dossier essentiel sur la grève de la faim en BOLIVIE.

N° 40 : FEMMES ET VIOLENCES (12 F)

Les violences que les femmes subissent ou celles qu'elles exercent : les femmes et la guerre, les femmes et le pouvoir. Approche historique de l'oppression des femmes.

N° 41 : TRAVAILLEURS FACE A L'ARMEMENT (12 F)

Désarmer, est-ce se condamner au chômage ? Des économistes disent non. Exemples de plans de reconversion. Table Ronde entre Syndicats et mouvements de paix.

N° 42 : GRÈVES DE LA FAIM (12 F)

Avril 1981 : à LYON, une grève de la faim obtient l'arrêt des expulsions de jeunes immigrés. Au même moment des Irlandais commencent une grève de la faim qui échouera tragiquement : pourquoi le succès dans un cas, l'échec dans l'autre ? Des analyses, des témoignages.

N° 44 : LES VOIES DU DÉSARMEMENT (12 F)

L'ONU invite le monde à désarmer pour survivre. Mais que peut-on espérer des différentes voies proposées : les négociations, les marchandages Est-Ouest, les initiatives régionales, les mouvements de paix ? Pour les juger, il faut connaître ces voies : ce numéro vous les présente.

N° 45 : TERRORISMES (14 F)

Il faut « démystifier le terrorisme ». Non pour l'excuser, mais pour l'analyser dans ses ramifications et montrer ses impasses. A partir des exemples Italien, Allemand, Irlandais et Basque, ce dossier illustre la diversité du fait terroriste.

N° 46 : LA GAUCHE NUCLÉAIRE (14 F)

Comment, et pourquoi, le PC et le PS se sont ralliés, en 1977, à l'arme atomique. Témoignages de Patrick Viveret, Yvonne Quilès, Pierre-Luc Séguillon. Dossier complété par un historique de l'opposition à la force de frappe (1945-1965) et par des documents de l'époque.

N° 47 / DOSSIER PALESTINE - DÉFENSE PAR RÉSISTANCE CIVILE - DÉSOBÉISSANCE CIVILE (14 F)

Palestine et Israël peuvent-ils vivre en paix ? Propositions pour une défense de la Grande-Bretagne par résistance civile. Etude historique de la naissance et du développement de la notion de « désobéissance civile ». L'itinéraire de Jacques de Bollardière, de l'armée à la non-violence.

N° 48 / GUERRES SAINTES, GUERRES JUSTES (14 F)

Le sacré et le guerrier : pourquoi ce lien permanent ? – La guerre sainte aujourd'hui, de l'Iran à l'idéologie nucléaire – Histoire des attitudes des Chrétiens face à la guerre – Vraies et fausses guerres saintes en Islam – Quelles images de Dieu favorisent la sacralisation de la guerre ?

N° 50 / DÉFENSE NUCLÉAIRE NON-SENS MILITAIRE (14 F)

Un officier anglais, Stephen KING-HALL fait le procès de toute défense reposant sur les armes nucléaires. Il préconise l'adoption d'une défense non armée.

N° 51 / L'AGRESSIVITÉ EN QUESTION (16 F)

Du génétique au social, quatre thèses sur l'agressivité : Karli, Laborit, Wilson et Bunge.

Sortir du pénal : la pensée de Louk Hulsman.
Les évêques et la bombe.

N° 52 / L'ESPRIT DE DÉFENSE (16 F)

Comment le définir ? Le mesurer ? Pour quoi sommes-nous prêts à prendre des risques ? Entretiens avec Jean GATEL, Paul VIRILIO. Le protocole Hernu-Savary. L'esprit de défense en Suisse.

N° 53-54 : POLOGNE : LA RÉSISTANCE CIVILE (39 F)

Peut-on parler d'une stratégie non-violente en Pologne ? Une numéro exceptionnel où des historiens, des philosophes, des syndicalistes polonais cherchent à analyser les rapprochements possibles entre la stratégie de l'action non-violente et le combat de Solidarnosc. Une texte inédit en français de Kolakowski. Une interview de Milewski, président de Solidarnosc à l'étranger.

N° 55 / MARIER ARMÉE ET NON-VIOLENCE ? (25 F)

Défense non militaire : le rapport suédois.
Peut-on combiner résistance non violente et lutte armée ?
La Non-Violence au service de la cause palestinienne ?
Pologne : les sanctions économiques.

N° 56 / TECHNOLOGIE : COMME UN CAMION FOU... (25 F)

La course technologique, comme la course aux armements, semble totalement incontrôlable. Une analyse de Louis PUISEUX sur la guerre et la technique. Savoir faire un usage créatif de son temps quand on est au chômage ou quand on a décidé de travailler à temps partiel ? L'informatique au service de la pédagogie ?

N° 57 / EXTRÊME DROITE : LA COTE D'ALERTE (25 F)

Connaître l'extrême droite pour mieux lui résister. Construire une France pluri-ethnique.
Albert JACQUARD dénonce le cancer nucléaire.
Premières analyses du rapport sur « la dissuasion civile ».

N° 58 / NI ROUGES NI MORTS (25 F)

Le point sur le mouvement de paix en RFA, après les déploiements des euromissiles. Théodor EBERT réfléchit sur les moyens d'introduire la "défense sociale" dans son pays. L'éducation à la paix en RFA.

N° 59 / LA DISSUASION CIVILE (25 F)

Vingt personnalités politiques, militaires et religieuses donnent leur point de vue sur l'étude "La dissuasion civile" : C. Hernu, B. Stasi, J.M. Daillat, Y. Lancien, C. Pierret, les généraux Buis, Copel, Le Borgne, l'amiral Sevaistre, les évêques Ernoult, Rozier et Jullien, le pasteur Maury, etc...

N° 60 / GENOCIDES (28 F)

Les formes les plus extrêmes de la violence de masse sont un défi à ceux qui veulent réduire la violence : il faut analyser et connaître les génocides pour mieux empêcher leur retour. Léon POLIAKOV, F. PONCHAUD, Y. TERNON, J.-L. DOMENACH, W. BEREOLOWITCH réfléchissent sur les génocides des Juifs et des Arméniens et sur les massacres au Cambodge, en URSS et en Chine.

N° 61 / URSS (28 F)

Un éclairage sur la société soviétique entre dissidence et consensus. Peut-on encore parler de "totalitarisme" ? Les pressions économiques sont-elles efficaces ? Une étude frappante sur la formation militaire des jeunes en URSS.

PROCHAINS NUMÉROS

- Philippines : les événements de février 1986.
- Violences et Religions.

ALTERNATIVES NON VIOLENTES

16, rue Paul-Appell
42000 SAINT-ETIENNE

Revue associée à l'*Institut de recherche sur la résolution non-violente des conflits (I.R.N.C.)*.

COMITÉ D'ORIENTATION :

Pierre ARcq
Béatrice ARNOULD
Jacques-Yves BELLAY
Lydie BONNET
Bernard BOUDOURESQUES
Patrice COULON
Frédéric DELARGE
Olivier FRESSARD
Patrick GIROS
Etienne GOS
Anne Le HUÉROU
Jean-Marie MULLER
Hervé OTT
Bernard QUELQUEJEU
Ina RANSON
Marlène TUININGA
Jean VAN LIERDE
Paul VIRILIO
Patrick VIVERET

Directeur de Publication :

Christian DELORME

Rédacteurs en chef :

Christian MELLON
Jacques SEMELIN

sommaire

Editorial	1
RESISTANCES CIVILES EN AMÉRIQUE LATINE	
Guatémala	
Les brigades internationales de paix	
Didier PLATON	3
Bolivie	
Le réveil indien	
Ina RANSON	11
Brésil	
L'expropriation violente des paysans	
Alain VERONESE	17
La lutte pour la terre	
entretien avec Nicole COMBES	22
Uruguay	
La non-violence ramène la démocratie	
Jean-Pierre MILLE	27
<hr/>	
L'action non-violente : éthique ou technique ?	
Jean-Marie MULLER	32
La résistance finlandaise à la russification, 1898-1905	
Steven HUXLEY	44
La résistance civile des Druzes du Golan	
R. Scott KENNEDY	50
Nous avons lu	56

Décembre 1986